LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Cinquante-cinquième année. — N° 215 VENDREDI 10 FEVRIER 1950 Le numéro : 10 francs

Les socialistes s'en vont... ...leur politique de réaction reste

En Côte d'Ivoire :

LE COLONIALISME tue

EN Indochine, atrocités, au Maroc, camp de concentration, en Algérie, tortures policières, à Madagascar, 100.000 Malgaches massacrés. A la longue liste des crimes du colonialisme français viennent de s'ajouter dix morts et trente-six blessés, victime du « service d'ordre » de Dimbokro, en Côte d'Ivoire.

Démenti tragique apporté aux foisonnement des décrets, des vœux, des assurances, ces faits illustrent une réalité où le droit du plus fort est la seule loi qui s'applique avec plus ou moins de violence, selon qu'elle s'exerce sur des peuples attardés ou civilisés.

Aux colonies, le travail forcé, bien qu'officiellement supprimé, se rétablit. Livrés à l'arbitraire d'un gouverneur soumis aux volontés capitalistes, privés de toute organisation syndicale ou révolutionnaire, les noirs se voient réduits en esclavage. Et si un mouvement parmi eux se dessine, il est aussitôt canalisé au bénéfice de la politique. Le R.D.A., par exemple, passe sous silence la revendication première: suppression effective du travail forcé, car il compte bien utiliser ce système barbare à son profit, si un jour il se trouve au pouvoir.

En France, à Clermont-Ferrand, à Firminy, en Côte d'Ivoire, à Dimbokro, des hommes ont été tués. Crimes perpétrés par la même main : celle du militaire, ils ont la même genèse : révolte et répression. Le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme ne peuvent qu'assurer la permanence d'une guerre larvée au sein de la société, un état de sujétion extrême chez les primitifs et limité, parmi les évolués, à leur plus ou moins grande volonté révolutionnaire. Cette différence de degrés démontre bien tout l'inhumain d'un système bâti sur la force et le mépris du faible, qu'il soit mineur ou fellah. Devant ces faits, toute notre civilisation s'annule. Il n'en reste que le gendarme, la prison, la guerre.

Mais le jour où l'armée, l'injustice sociale et l'arbitraire auront fait place à l'équivalence économique, l'homme blanc pourra alors offrir à l'homme noir le fruit de ses efforts millénaire et recevoir, en échange, des richesses coloniales qui ne seront plus tachées de sang.

Tito

AU PALAIS-BOURBON

Le parti socialiste rentre dans "l'opposition"

LE départ des ministres socialistes ne peut tromper que les naïfs. Toutes les affirmations de Blum, ainsi que celles des voix les plus autorisées de ce parti, sont impuissantes à dissimuler que la prime de 3.000 francs ne fut qu'un prétexte, au mieux, une occasion pour rompre une collaboration gouvernementale devenue préjudiciable à des intérêts électoraux essentiels.

Débordés sur sa gauche par le parti stalinien qui se déchaîne en propagande contre les bas salaires, contre un gouvernement qui se refuse d'accepter les revendications les plus élémentaires des travailleurs ; inquiets d'un glissement vers la droite d'une majorité de plus en plus sensible aux appels des Reynaud et Cie ; conscients de l'impopularité grandissante des crédits militaires et de la guerre d'Indochine, mais soucieux d'éviter des changements profonds à la carte politique français, d'où ils seraient peut-être effacés à la faveur de troubles artificiellement provoqués par les gaullistes et par les staliniens, les chefs socialistes ont essayé de maintenir le statu quo, c'est-à-dire un climat de régression socaile, et de sauvegarder leurs possibilités électorales.

Exactement comme tous les autres partis ils ont été incapables, et pour cause, de poser le vrai problème social et de le résoudre jusque dans ses ultimes conséquences. Tournant le dos à l'avenir ils ont de plus en plus louché vers le passé et depuis la Libération on les a vus complices et exécutants de toutes les injustices, de toutes les répressions, de toutes les absurdités aussi bien en matière économique, financière que politique.

Ils ont eu des ministres de la Guerre, ils ont eu des ministres « coloniaux », ils ont eu Depreux, ils ont eu Guy Mollet, ils ont eu Madagascar, l'Indochine, Oran, ils ont encore Naegelen gouverneur d'Algérie et chef d'une police de tortionnaires. Pendant quatre ans ils se sont associés à la criminelle politique du blocage des salaires et de la liberté virtuelle des prix et l'ont imposée grâce à Jules Moch et ses C.R.S. Cachés derrière le paravent d'un socialisme vidé de toute substance pendant quatre ans ils sont restés au coude à coude avec des radicaux-gaullistes, des émerpéistes, des modérés, ils ont fait la politique du profit, du colonialisme, de la banque, de l'armée, de l'Etat. Ils ont trompé, bafoué, ridiculisé même ceux qui ne veulent ni des staliniens ni des gaullistes, ceux qui croient encore honnêtement à une transformation sociale profonde sans révolution brutale.

Mais leur jeu est devenu un peu trop visible, et le gouvernement un peu trop réactionnaire. Ils ont voulu « sauver les meubles ». L'opération s'est faite en deux temps : d'abord voter le budget (c'est-à-dire assurer des crédits de guerre, renforcer l'Etat) pour pouvoir poser aux patriotes, aux bons Français soucieux de leurs devoirs civiques. Tout dernièrement même ils se sont encore associés aux mesures scélérates dirigées contre les grèves « politiques » Pourtant le plancher était devenu brûlant, le « Chant du Départ » était dans toutes les gorges.

De surcroît d'autres sollicitations devenaient de plus en plus pressantes : celles du syndicalisme (F.O.), celles de la base, celles du Bureau International, ces dernières ayant déjà provoqué la rentrée dans l'opposition des dirigeants socialistes italiens.

C'est alors qu'une toute petite flammèche précipita les choses : la prime de 3.000 francs.

Maintenant où sont les socialistes ? Pour les uns dans l'opposition, pour les autres dans « le soutien conditionnel ». En réalité ils ne sont nulle part, ni au gouvernement, ni dans l'opposition. Avant de refuser la confiance à Bidault, même au sujet de la prime, gageons qu'ils y regarderont à deux fois. Les déclarations embarrassées du Comité directeur affirmant qu'ils ne sont pas de « ...ceux qui désertent le combat aux heures difficiles, qu'ils le démontreront hors du gouvernement ou dans le gouvernement », illustrent leur prudence.

Car enfin peuvent-ils songer à former à eux seuls un nouveau noyau d'opposition et se couper ainsi et des radicaux et des M.R.P. ? Partir seuls à la bagarre, lutter seuls contre les staliniens, les gaullistes et la droite, chose qui pourrait arriver si leur défection provoquait la chute de Bidault ? En effet il n'y aurait alors plus de choix qu'entre une nouvelle majorité englobant toute la droite et sans doute qu'une partie des M.R.P., et la dissolution.

Aveulie, usée par une perpétuelle promiscuité gouvernementale, la S.F.I.O. ne peut plus accepter une aventure qui sans doute sonnerait le glas de son existence prématurément corrompue par les débauches ministérielles.

Elle va sans doute essayer de soutenir le gouvernement afin que tout se passe normalement jusqu'aux élections. Et tâcher de redorer son blason grâce à une demi-cure de semi-opposition entrelardée de proclamations prometteuses à l'égard des électeurs.

PRIEZ au garde à vous

TRES intéressant, très instructif surtout ce « Bulletin aux séminaristes soldats » publié par « L'Aumonerie militaire ». Dans un des derniers numéros de cette, oh, combien édifiante revue, nous avons relevé l'article de fond (si l'on peut s'exprimer ainsi) d'un certain Jean Chollet, archevêque de Cambrai.

Curieux début, puisque l'auteur nous dit tout d'abord : « Je suis quelque peu embarrassé pour vous écrire au sujet de votre service militaire. J'appartiens en effet à la dernière classe qui en fut exempt. ».

Il est vrai que nos bons curés nous parlent bien du mariage sans être mariés, de la sexualité, alors que EN PRINCIPE, ils devraient être tout à fait ignorants de la chose, de l'Education de l'Enfance alors qu'ils sont bien trop feignants pour en prendre à leur charge.

Si vous voulez être fixé sur l'élasticité de la « morale religieuse » vous n'avez qu'à lire ce qui suit :

« Aussi l'Eglise porte des sanctions sur l'homme qui a versé le sang, même sans faute de sa part, même par devoir. Il est frappé d'irrégularité et ne peut avancer aux ordres, à moins qu'une dispense formelle ne vienne le relever de cette censure ecclésiastique ».

Pas mal, ne trouvez-vous pas ce A MOINS QUE qui détruit à lui seul tout le baratin qui le précède. Remarquez en outre comme la dernière phrase est vague, floue, laissant la place à toutes les équivoques!

Il est vrai que l'église, depuis que le monde est monde, a toujours joué sur tous les tableaux. Ce « A MOINS QUE » nous a tout l'air d'une poire pour la soif.

Le plus triste est qu'il y a des poires pour s'y laisser prendre.

Au premier abord, continue ce brave Chollet, il semblerait logique que les séminaristes puissent se soustraire au service militaire, mais, nous citons textuellement : « Il ne faut pas donner l'exemple de la révolte contre la loi civile! »

Au moins, les premiers Chrétiens, eux, se faisaient bouffer par des lions, ce n'est pas ceux d'aujourd'hui qui iraient en tôle pour objection de conscience.

Autrement dit, quel que soit ses lois, le Gouvernement au pouvoir est toujours sûr d'avoir l'appui de cette bonne mère l'Eglise. Quel drôle d'idée d'avoir condamné Mindzinsky, il aurait fini, soyons-en certain, par faire l'apologie du communisme!

Jeunes séminaristes, voici des conseils, continue l'archevêque :

« Acquérir le plus possible les vertus propres à l'état militaire. La discipline est une des exigences les plus essentielles de ce métier ». « Qui sait comment, le PERE se cache derrière les chefs et fait passer par eux ses volontés et les bienfaits de l'ordre social (sic) ».

Ben alors, on ne savait pas que leur Dieu avait une gueule d'adjudant. On l'aurait tout de même cru mieux éduqué. Il pourrait se dispenser de nous traiter de « cons » et « d'enfants de putain ».

Une idée, si le « Libertaire » organisait une souscription pour offrir un manuel de savoir-vivre à Dieu le père.

Et voici le style Déroulède :

« Et l'Amour de la patrie, c'est lui qui enflamme l'âme du soldat, lui fait accepter le sacrifice de quelques belles années de sa jeunesse » et plus loin « l'estime dans laquelle vous devez tenir le service militaire ».

Sans commentaire. Mais pour terminer en beauté, voici la conclusion :

« Soyez, mes enfants, de bons chrétiens soldats, et que la valeur militaire à laquelle vous participerez assure à la France l'ordre intérieur et la paix! »

Vous avez bien lu : « l'ordre intérieur », ouvriers qui vous laissez abuser par la C.F.T.C., on vous laisse cette phrase à méditer.

Mais ne méditez quand même pas trop, n'oubliez pas que Dieu le père a des galons!

Jacques BOUNDY.

L'INDOCHINE :

Nouveau satellite de l'U.R.S.S. ?

DANS notre article : « Après la victoire de Mao Tsé Tung » (« Libertaire » du 30-12-49)), nous avions analysé les visées économiques et politiques de l'Angleterre et des Etats-Unis en Extrême-Orient et signalé les espérances placées en de supposées divergences sino-soviétiques. Nous avions conclu par ces termes : « Reste à savoir si toutes ces espérances se concrétiseront... Si le bolchevisme ne préfère pas verrouiller la Chine et l'Indochine et du même coup accélérer la décadence du capitalisme anglo-américain ».

Il semble bien que Staline vient de répondre affirmativement à cette question. En reconnaissant Ho Chi Minh, il apporte son aide (morale pour le moment...) à un mouvement subversif, qui ébranle une autorité officiellement légale.

Et par ce geste, il s'est placé en Indochine dans une position identique à celle qu'il avait vis-à-vis du gouvernement d'Alger pendant la guerre. Nous savons bien qu'aucune considération sentimentale ne l'a inspiré et qu'il aurait tout aussi bien désavoué, voire combattu le Viet-Minh si l'intérêt de l'impérialisme bolchevik l'avait exigé.

Mais sur le plan diplomatique, il pourra protester de son objectivité car il n'a pas hésité à reconnaître les Etats-Unis d'Indonésie, et, d'autre part, il n'aura aucune peine à démontrer que Ho Chi Minh est cent fois plus représentatif que Bao Dai, qu'il a derrière lui l'immense majorité du peuple indochinois. D'ailleurs, si l'Angleterre a reconnu Mao Tsé Tung alors qu'à l'O.N.U. on ne connaît encore officiellement que Tchang Kaï Chek, pour quelle raison ne pourrait-on user vis-à-vis de Ho Chi Minh des mêmes procédés ? Reprocher à l'U.R.S.S. de reconnaître Ho Chi Minh, c'est reprocher à l'Angleterre d'avoir reconnu Mao ! Dans les deux cas, l'arbitre a été et sera : la force.

Quel ours, mon cher !

On a même un rideau de pierres...

*

Mais la logique est une chose, la diplomatie et le « droit » une autre. Le geste de Staline équivaut presque à une immixtion dans les affaires intérieures d'un Etat souverain, mieux : au soutien d'un ennemi de la France, alors qu'un pacte d'amitié le lie à ce dernier pays. Sur le plan des relations internationales, cet acte peut avoir des conséquences très graves, dont la première, déjà, est l'ordre de Truman de fabriquer la bombe « H ».

..D'autre part, on peut craindre qu'il soit le prélude de l'asservissement à l'U.R.S.S. d'un peuple en lutte pour sa liberté.

*

Ces événements ont pourtant le mérite de dissiper des équivoques et d'apporter un peu de clarté à la conjoncture asiatique. On est maintenant fixé quant à l'orthodoxie de Mao, encore que son séjour à Moscou se prolonge curieusement et que la reconnaissance de Ho

(Suite page 4, col. 5.)

Pas d'histoires... de l'histoire !

Alors que depuis 16 années, les dirigeants communistes s'efforcent de faire croire qu'ils ont toujours condamné la manifestation du 6 février 1934, qu'ils ont été les promoteurs de celle du 12 février, il nous semble opportun de rappeler quelle fut leur véritable attitude à l'époque.

Mais, donnons-leur la parole :

L' « Humanité » du 6 février écrit :

« Aux usines, aux chantiers, dans les parcs, manifestez !... »

Le 6 au soir, à 18 heures, les communistes se joignent aux groupes de manifestants qui, partant de l'Hôtel de Ville, et par les quais longeant le Louvre, et traversant la Seine au pont Royal, se heurteront aux forces de police massées au pont de Solférino.

Le 7 février, « L'Humanité » titrant sur sept colonnes : « Daladier et Frot au poteau ! » écrit :

« ...Mais hier est pour nous et pour tous les prolétaires une haute journée d'espoir. A l'appel de notre parti, à l'appel des organisations révolutionnaires dirigées par nos militants avec une ardeur magnifique, les prolétaires ont manifesté dans la rue. »

« ...Les ouvriers français n'entendent pas subir la dictature de la trique et de la mitrailleuse. »

Dans le même numéro, repoussant une proposition d'unité d'action lancée par les socialistes aux communistes, « L'Humanité » répond :

« A bas l'union nationale réactionnaire et fasciste préparée par le parti radical et le parti socialiste ! »

De fait, le 9 février, les troupes communistes se trouvaient seules place de la République, conduites par Jacques Doriot.

Et ce n'est que le 12 février que les socialistes et la C.G.T. organiseront, place de la Nation, leur contre-manifestation.

Nous avons parlé de la position des communistes et des socialistes il nous reste à mentionner celle des radicaux.

Rappelons simplement la manchette de « l'Œuvre » du 7 février :

« Communistes, Camelots du roi, Jeunesses patriotes et Croix de Feu donnent l'assaut au Palais-Bourbon ».

Quant aux Anciens Combattants, il n'y avait pas, place de la Concorde, que les anciens combattants du fasciste de La Rocque, puisque, le matin du 6 février, l'A. R. A. C., groupement communisant d'anciens combattants, invitait ses adhérents à manifester, eux aussi, place de la Concorde.

Ces « fluctuations », ces « divergences » n'empêcheront point les dirigeants des partis de se mettre enfin d'accord lors de la prestation de serment du 14 Juillet 1934 qui voyait du même coup la naissance du Front populaire.

H. P.

REDACTION-ADMINISTRATION

Robert JOULIN 145, Quai de Valmy Paris-10e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES

1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.

Pour changement d'adresse, joindre 25 francs et la dernière bande

LA S.F.I.O.

Les servitudes de parution hebdomadaire nous empêchent aujourd'hui comme souvent de serrer de près l'actualité. La S.F.I.O. s'est abstenue. M. René Schmitt son porte-parole a annoncé : « Le parti socialiste ne peut se déjuger en 48 heures d'intervalle. Ce n'est pas une politique de Ponce-Pilate, c'est une politique de logique ». Bien sur, bien sur. Il faut sauver les meubles, mais également les apparences.

PARIS, Ville Lumière...

LES POURRISSOIRS (1)

A cinq kilomètres du triomphe de l'Etoile, Saint-Ouen, Saint-Denis, Aubervilliers. plus loin Gennevilliers, étendent leur univers de bicoques en torchis, de cabanes, d'habitations à bon marché surpeuplées, de terrains vagues, de ruelles sordides aux caniveaux servant d'égout. Dominant ces pourrissoirs, l'usine victorieuse se dresse. Ses bras de fer, ses cheminées, ses bâtiments modernes où s'ouvrent des portails d'acier, ses toits en dents de scie aveuglés au bleu de méthylène, ses gazomètres s'opposent à toute évasion.

par ERIC-ALBERT

Trente mille habitants, une mairie toute neuve, un office de logement ultra-moderne — vastes baies, hauts plafonds — un commissariat imposant, un grand immeuble réservé à la gendarmerie, voilà Gennevilliers. Le reste... comme ailleurs. Quelques H.B.M. particulièrement hideux où la population enfantine s'accroît démesurément grâce à la Caisse de Compensation. Et puis, des artères droites, créées au hasard des naissances industrielles, des étendues abandonnées ou des avis : « Propriété privée » montent la garde. Des maisons aussi, sans âge, sans caractère, affaissées, pour la plupart d'un étage et où s'entassent les familles nombreuses.

Au Service du Relogement, on m'a dit : « Nous sommes désarmés. Nous ne pouvons rien. Pourtant, quatre cents familles prioritaires, sinistrées ou habitant des immeubles menaçant ruines, doivent être installées ailleurs d'urgence... »

Tout le jour, j'ai erré dans Gennevilliers où je n'ai découvert qu'une seule maison d'un étage en construction. Au gré de ma fantaisie, je suis rentré ici ou là. J'ai été parfois mal reçu : une femme échevelée m'a hurlé : Pas d'histoire, hein ! On est assez emmerdé comme ça ! Cette femme a quatre gosses ; trois pièces, pas d'eau, pas de gaz dans une maison appelée « la Caserne », sise au n° 18 de la rue René-Gallot. C'est une bâtisse d'un étage, longue d'une cinquantaine de mètres. Elle est repoussante. Un escalier en bois, abrupt, m'avait conduit au premier : couloir de bout en bout, large de 1 m. 50. Deux fenêtres sans carreaux d'un côté ; de l'autre, les portes des « appartements ». Le plancher par endroit fléchit sous mes pas. Quelque part, la T.S.F. déverse des flots d'harmonie.

Comme tant d'autres, cette banlieue industrielle se caractérise surtout par la crasse qui envahit tout : hommes, bêtes, choses, terrains. Compromis entre les champs et la ville, « no man's land », voué aux fantaisies du détritus, elle provoque le désarroi, le déséquilibre. Ni campagnard, ni citadin, l'habitant édifie des palissades à l'aide de matériaux étranges : tôles rouillées, débris de voiture, sommiers, planches, papier goudronné, le tout relié par des fils de fer, voire des ficelles.

Ayant ainsi délimité sa « propriété », il devient jardinier. Certains mêmes élèvent des porcs dont la nourriture se trouve la nuit dans les poubelles parisiennes.

Milieux équivoques, miséreux, où la vie est grêle et souffreteuse comme les fumées tremblotantes vomies par les tuyaux de poêle qui crèvent les toits de papier goudronné, les murs en agglomérés, les fenêtres où la tole issue de quelque bidon tient souvent lieu de vitres.

(Voir le « Libertaire » du 3-2-50)
(Suite page 2, col. 2.)

AMIS DU « LIB »

Vous voulez aidez votre journal ? Un bon moyen

FAITES-LUI DES ABONNES

1 AN, 500 FR. — 6 MOIS, 250 FR.

à vos Amis offrez un abonnement de propagande, 10 nos 60 fr.

C.C.P. R. JOULIN 5561-76 PARIS

2.000 Abonnés de plus et nous vous offrons un "LIB" sur 6 PAGES

LES RÉFLEXES DU PASSANT

Les chéquards

Au royaume des fromages occultes, MM. Revers et Mast, généraux de leur état, viennent de faire une solennelle entrée. Et toute la presse de parler de ces chéquards, de ces « ceci », de ces « cela » avec une indignation vertueuse. Mais enfin, ces nobles guerriers ne sont pas, que je sache, des innovateurs. Des plagiaires tout au plus, et qui suivent les traces nauséabondes mais bénéfiques d'une race dont les origines se perdent dans la nuit des temps. Il n'est pas donné à tout le monde d'être un représentant authentique de cette race. Une certaine noblesse, un entregent considérable, des décorations multiples, une vertu à toute épreuve sont requises pour qui veut être faisan, ou chéquard, comme on dit aujourd'hui. Il faut être patriote, d'abord, donner l'exemple, du haut de la tribune, s'entend; respecter la religion et le métier des armes; applaudir aux exploits de la police; stigmatiser les ouvriers qui ne veulent plus travailler ; avoir une situation bien en vue, par exemple, être à la tête d'une armée pendant la revue du 14-Juillet et à Londres pendant la guerre, ou bien posséder un fauteuil de banquier ou de ministre.

Une fois installé, le reste vient tout seul. M. Gouin en sait quelque chose. Un jour, à la buvette de la Chambre, il eut le malheur de dire : « J'ai soif ». Sur quoi, un quidam répondit : « Un pot de vin ? » « Chèque alors ! » dut penser notre pauvre ex-premier. Le sort en était jeté.

Ainsi, « d'affaire » en « affaire », tout bonnement, avec la meilleure foi du monde, on devient chéquard, comme d'autres deviennent escrocs, carambouilleurs ou faussaires. C'est le climat qui veut ça. Question de milieu. De hauts milieux qui dégueulent comme cratère d'égout. Il n'y a pas de remède possible. Essayez de vivre avec des lépreux. Vous deviendrez lépreux vous-même !

C'est d'ailleurs un mal qui n'ose dire son nom, un mal qui répand la terreur. Croyez-moi. Le chanoine Kir lui-même se voit obligé de se flageller journellement pour éviter la tentation. Schumann se fait macérer dans de l'eau bénite. C'est une lutte perpétuelle. Tous n'en succombent pas, mais tous en sont atteints et traînent une existence misérable. La hantise de devenir chéquard est atroce, car le microbe est insinuant, tentateur, ondulant, impalpable. Il se glisse sous les tables à l'aide de mains innocentes, surprend votre signature, gonfle dangereusement votre compte en banque, vous accable de maîtresses et d'hôtels particuliers aux impôts ruineux.

Et lorsque la maladie apparaît, éclate dans toute sa magnificence, c'est toujours à l'instant même où la victime est sûre de son immunité, grâce à tout un réseau médical où de bonnes âmes bien rétribuées sont prêtes à tous les sacrifices.

Dès lors, haro sur le requin ! Pauvre requin ! Il en sera réduit à prouver qu'il est honnête, que toutes les accusations sont tendancieuses, calomnieuses. Et on l'acquittera. Et le baudet applaudira. Car voyons, sans requin et sans tigre, qui défendrait le faible troupeau ?

OLIVE.

La Sarre
carrefour d'une vieille rivalité franco-allemande

Le problème de la Sarre revient de nouveau envenimer les rapports franco-allemands.

Nous savons dans quelle condition la Sarre fut octroyée à la France en vertu du traité de Versailles. Les mines de la Sarre, disait le traité, représentent une compensation des destructions effectuées dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais par le militarisme allemand durant la première guerre mondiale.

D'après le traité, la France avait droit à une durée de gestion de quinze ans et après quoi, la population sarroise serait en droit de choisir par un plébiscite son rattachement définitif à l'Allemagne ou à la France.

Le plébiscite fixé au 13 janvier 1935 se fit en faveur de l'Allemagne. Hitler disposa à ce sujet de divers moyens de pression pour s'acquérir de gré ou de force la population sarroise.

Le sort de ces populations frontalières n'est guère enviable de se trouver périodiquement tiraillées par les intérêts rivaux de deux grandes nations. La deuxième guerre a affaibli la France et morcelé l'Allemagne, mais il n'en reste pas moins que la question de la Sarre revient sur le tapis diplomatique d'une manière moins exaspérée que dans les années 1934-1935.

RIVALITES ECONOMIQUES

Ainsi, ce petit pays de 1.912 km2 de territoire, en partie forestier, au sol pauvre, à la population de 816.000 habitants, dont les 79 % est ouvriers, a déterminé depuis les guerres napoléoniennes un point de friction entre la France et l'Allemagne.

Ce petit pays, dont l'agriculture permet à peine 40 jours de vivres à sa population, exacerbé les convoitises de de deux capitalismes, surtout pour la richesse de son sous-sol.

Pourtant, on ne peut dire que le capitalisme allemand était tellement intéressé au développement économique de la Sarre.

Dans le dispositif industriel, Sarre-Ruhr-Alsace-Lorraine, la Sarre avait été bridée dans son expansion afin que la région rhénane ne voie pas se réduire ses débouchés représentés par le marché allemand.

Par contre, l'industrie française, avide de charbon, absorbait la presque totalité de la production sarroise disponible contre des matières premières nécessaires à la sidérurgie et des produits agricoles.

D'un autre côté, dans la concurrence mondiale, la Sarre s'est trouvée désavantagée du fait de son éloignement de la mer et par l'absence de tarifs de transports dégressifs.

Quoique la majorité des capitaux appartenaient à des groupes français, la métallurgie sarroise, faute de débouchés suffisants en France, a dû conserver sa clientèle allemande.

Ayant besoin de la France pour vendre son charbon et se nourrir, de l'Allemagne pour faire tourner ses usines, la Sarre, économiquement, était obligée de pencher tantôt vers la France, tantôt vers l'Allemagne.

Ce petit territoire dépendant plus qu'aucun pays des importations de denrées agricoles payées en produits industriels était et reste extrêmement vulnérable aux crises économiques mondiales. Sur 150.000 travailleurs occupés dans les verreries, les usines de céramique et de faïence, les industries chimiques et électro-chimiques, les brasseries, manufactures de tabac, distilleries, parfumeries, fabriques de bicyclettes et de meubles d'acier, le quart était affecté par le chômage dans les phases de crises mondiales. Mais l'absence de charges militaires a permis de consacrer la cinquième partie du budget à secourir les sans-travail.

Ce qui s'est fait en 1935 pourrait se renouveler. Mais il ne semble pas que le département d'Etat américain, tout en soutenant la thèse française concernant ses droits sur la Sarre, veuille voir se renouveler l'atmosphère tendue du fameux plébiscite. Et il préconise le statu quo : c'est-à-dire la Sarre reste rattachée à l'Allemagne Occidentale et les intérêts français sont pris en considération.

REACTIONS SOCIAL-DEMOCRATES

Adenauer, poussé par les socialistes allemands, exige le maintien du rattachement de la Sarre à l'Allemagne.

Il est vraisemblable que l'entêtement réciproque sera résolu par l'internationalisation des secteurs contestés. Le gouvernement de la Sarre sera, sans doute comme au temps de la S.D.N., confié à une commission internationale de cinq membres nommés et contrôlés par l'O.N.U.

Et cela sera viable jusqu'au jour où des propagandes habiles parleront de nouveau de plébiscite, en application du principe Wilsonien du « libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Que peut gagner le peuple sarrois dans ce jeu de pendule ? Il change son insécurité par une autre insécurité, et ses devoirs restent les mêmes, ses droits toujours aussi restreints ; mais ces considérations ne résistent pas aux grands mouvements diplomatiques et il se trouve toujours des masses entraînées d'un côté pour des raisons ethniques, familiales ou sentimentales et de l'autre côté pour les mêmes raisons. La question économique s'avère secondaire, puisque d'un côté comme de l'autre elle reste la même.

Au surplus, les véritables causes de ces frictions sont débattues au-dessus de la tête du peuple sarrois, puisqu'en fait il n'est question que d'indemnisations financières qui n'ont pas été faites complètement par Hitler.

Rachat des gisements de charbon.

Rachat des lignes du réseau d'Alsace-Lorraine établies en Sarre.

Rachat des gares douanières.

Les contribuables allemands et sarrois devront faire les frais de ces rachats comme le contribuable français avait fait les frais de divers aménagements industriels en territoire sarrois.

Les contestations présentes autour de la Sarre ne représentent qu'un nouvel épisode d'une longue histoire qui eut ses profiteurs et ses victimes.

ZINOPOULOS.

CEUX QUI S'EN VONT

C'est après de terribles souffrances que notre bon camarade Zanetti est mort à l'hôpital de la Conception à Marseille, le jeudi 26 janvier, à 5 heures. Opéré de l'estomac il y a quinze jours, il a succombé à une crise d'urémie à l'âge de 56 ans.

Remercions ici le personnel hospitalier : médecin, infirmiers, infirmières, servantes, qui furent très dévoués, ainsi que les amis et camarades qui se sont succédé à son chevet.

LE GROUPE DU CENTRE DE MARSEILLE.

POUR L'ENTR'AIDE

Dans la dernière page internationale du *Lib* nous rappelions l'attaque de trois jeunes camarades de la Fédération Anarchiste Ligurienne contre le consulat franquiste de Gênes.

Un Comité s'est constitué pour défendre ces militants.

Deux de nos jeunes camarades sont emprisonnés.

Souscrivez à Moine, 16, rue Bichat, Paris. C.C.P. Paris 4730-94.

POURRISSOIRS

(Suite de la première page)

Presque partout, une humidité tenace s'impose. Les murs pourrissent, les lézardes s'élargissent, les étaiements bizarres apparaissent. Ils servent alors de séchoirs, de balançoires pour les petits. Chaque jour accroît la décrépitude et chaque décrépitude donne naissance à quelque nouveauté : une niche, un clapier, un poulailler. Certaines maisons sont abandonnées aux locataires. Le propriétaire les a informés par exploit d'huissier que les locaux ne sont plus habitables. Les locataires alors se débrouillent. Ainsi en est-il chez M. Le Parquier, 4, rue du Square : six enfants, le père, la mère. Deux poules, un chien féroce se partagent une courette boueuse. La porte d'entrée, en fer, est tellement rouillée, pourrie, qu'on se demande à quoi elle peut encore servir. A l'intérieur, trois pièces dont les planchers sont étayés, dans la cave, à grand renfort de chevrons. Les murs suintent et crèvent, les plafonds se gondolent, éclatent. Il n'y a pas de gaz, évidemment, et l'eau se trouve dans la cour, ainsi que les w.-c. sur fosse.

Ailleurs, huit personnes. La maison a été tellement ébranlée par les bombardements qu'elle penche. Les crevasses sont bouchées avec du papier, des sacs, du plâtre.

« Lorsque le vent souffle trop fort, j'envoie mes petits dormir chez les voisins... Vous comprenez, c'est dangereux. Mon mari et moi, on se débrouille... »

« Puis-je, Madame, citer votre nom? »

« Ah ! non, Monsieur, non ! Vous comprenez, ça pourrait faire des histoires. Mon Dieu ! Quelle vie ! J'ai 39 ans de misère, Monsieur... »

Trente-neuf ans ! Elle en paraît soixante. Elle est usée, écrasée. Elle a abdiqué.

Mais je n'ai pas été jusqu'au fond de l'horreur. Ici, cette femme, cette ruine qui menace six têtes innocentes ; là-bas, ces cahutes, plus loin les terrains vagues où courent des rats redoutables, ne sont qu'un prologue. Le clou du spectacle, c'est le Nord-Africain.

Victime des affiches prometteuses, il est venu d'Algérie. Parfois, il a vendu ses trois chèvres, ses deux moutons, pour payer son voyage. Arrivé ici, il trouve, l'été, le terrain vague en guise d'habitat, la mendicité ou le crime comme gagne-pain.

Dès que le froid sévit, il faut se loger. Ici commence l'indicible ignominie.

Aux alentours du Foyer Musulman, où seuls ont droit à l'hébergement (20 fr. par jour) les Nord-Africains qui travaillent, des petits bistrots passablement infects et tenus par leurs compatriotes recueillent les chômeurs, qui sont, rien qu'à Gennevilliers, un nombre de 800 officiellement secourus, auquel il faut ajouter tous ceux qui journellement arrivent et qui n'ont droit à rien. Ces hommes, jeunes et vieux, certains ont 60 ans, d'autres 16 ans, s'entassent dans des caves où, certes, aucun éleveur ne voudrait tenir des porcs. J'ai soulevé une trappe : un trou noir, une puanteur prodigieuse. Je suis descendu quand même. J'ai voulu voir. Et j'ai vu, à la lumière d'une bougie, une cave d'une dizaine de mètres de long, sans ouverture d'aucune sorte ; le plafond se touche de la main. Quinze hommes dévorés par la vermine dorment là ; chacun d'eux paye 500 fr. par mois. Ailleurs, il y a progrès : pas de trappe, une porte. Le patron se plaint. Il préférerait utiliser sa cave comme débarras ; mais on ne peut décemment obliger les locataires à chercher asile... dehors.

Et tout le jour, ils sont là, les chômeurs nord-africains, assis autour du poêle dans la salle du bistrot.

Un phono tourne. Ils écoutent les airs du pays. Ils attendent. Ils sont écrasés, eux aussi.

LA SEMAINE PROCHAINE : SAINT-OUEN AUBERVILLIERS

Militants et amis du *Libertaire*, assistez tous au grand meeting organisé par

DÉFENSE DE L'HOMME

Vendredi 17 février

Palais de la Mutualité

Grande Salle, à 20 h. 30

pour

L'OBJECTION DE CONSCIENCE

sous la présidence de Louis Lecoin, avec la participation de : A. Lapeyre et Fontaine de la F.A. ; M. Laisant du Cartel International de la Paix ; Paul Rivet, député, directeur du Musée de l'Homme ; Jean-Charles Pichon, Le Pasteur Roser ; Marc Nez, l'avocat des objecteurs de conscience ; Georges Altmann de *Franc-Tireur* ; Robert Jospin.

A propos de "FILS DU PEUPLE"
pour la hiérarchie contre l'égalité

D'UNE lecture facile et attrayante, « Le Fils du Peuple » autobiographie bien dans la ligne du parti et bien dans le genre de Maurice pour qu'on ne lui en conteste pas l'entière paternité. Curieux de connaître ce que pouvait bien apporter d'intéressant ce livre qui s'est vendu à des centaines de milliers d'exemplaires, je l'ai lu sans parti pris et sans haine, car malgré tout ce qui nous sépare je ne puis en avoir pour le P.C. en raison de la multitude de déshérités qui y sont enrôlés, et dont beaucoup, s'ils ne possèdent pas toute la clairvoyance désirable, font preuve d'une constance, d'un dynamisme et d'un dévouement qu'il serait vain et peu honnête de nier.

Je n'y ai rien trouvé de nouveau, ni d'intéressant, mais la confirmation que le « communisme » tel qu'il est professé au P.C.F. ne peut que perpétuer l'exploitation de l'homme en réduisant à la condition d'esclaves les masses qui se trouvent au bas des multiples échelles et échelons hiérarchiques.

Dans les dernières pages de son livre Thorez après nous avoir affirmé que les communistes combattent pour une société d'où *l'inégalité sociale sera bannie*, s'empresse de nous préciser que néanmoins ils ne sont ni des *partageux* ni des égalitaristes ; c'est-à-dire que dans la société pour laquelle ils combattent, ils entendent garder pour eux tout le gâteau ou tout au moins s'en réserver la plus grosse part.

Quant à l'égalitarisme qui consisterait à ramener tous les hommes sous la même toise c'est une *impossibilité sociale*, dit-il. Certes j'admet très bien qu'il ne soit pas possible d'assurer à tous un standard de vie égal à celui d'un ministre, mais il est toujours possible de ne pas gaver les uns au détriment des autres et de donner à tous le même pouvoir d'achat.

Il y a des inégalités de *nature* entre les hommes dues à leurs aptitudes biologiques et psychologiques, dit-il encore. Bien sûr il y a des inégalités de *nature*, c'est justement pour les corriger dans la mesure du possible que nous voulons l'égalité économique et que nous combattons la hiérarchie des salaires, qui aggrave ces inégalités naturelles en récompensant les forts et en punissant les faibles.

L'inégalité que les communistes veulent supprimer, dit-il, c'est l'inégalité qui résulte de l'existence des classes. Sans douter que de l'existence des classes résulte l'inégalité, mais de la hiérarchie des salaires résulte aussi une inégalité économique et sociale d'où ressurgissent les classes que le communisme d'antan s'était assigné comme but d'anéantir.

Dans la société capitaliste, les individus ne bénéficient pas d'une *chance égale* pour le développement de leur personnalité, poursuit-il.

Sans aucune espèce de doute, mais dans une société prétendue communiste ou de part la hiérarchie des salaires certains ne perçoivent que 200 roubles par mois alors que d'autres en perçoivent 30.000 et plus, les individus ne bénéficient pas non plus d'une *chance égale* pour développer leur personnalité : quel que soit le degré d'abondance auquel la société communiste puisse atteindre, sous l'égide de la hiérarchie des salaires, les derniers resteront toujours les derniers, comme cela se passerait dans une course de 100 mètres où l'on accorderait à certains une avance de 50, 60, 70, 80, 90 et 95 mètres... C'est, présentée sous d'autres termes, la sentence : « Il y aura toujours des pauvres parmi vous ».

Il n'y a pas d'abondance possible avec la hiérarchie des salaires car au fur et à mesure qu'elle apparaît elle est absorbée par les bénéficiaires de la hiérarchie ; le capitalisme et le profit peuvent disparaître, il n'y aura rien de changé car l'opération se fera au bénéfice de ceux qui sont au sommet de la hiérarchie des salaires.

Les possibilités d'abondance étant limitées par de multiples causes telles que: l'accroissement pléthorique de la population par rapport aux superficies cultivables et habitables, par les cataclysmes et autres causes imprévisibles, alors que nos besoins et nos désirs croissent indéfiniment, il est aisé de comprendre qu'il serait toujours au delà des possibilités de les satisfaire et que par conséquent l'abondance est un leurre, un attrape-nigauds et que ceux qui hors de l'égalité mettent en elle tous leurs espoirs se livrent à la même gymnastique que le chat qui court après sa queue.

Ce qu'on appelle « *le nécessaire* » est aussi relatif que ce qu'on appelle « *l'abondance* ». C'est ainsi que posséder une villa à la mer, une autre à la montagne, une voiture de luxe, les moyens de courir les boîtes de nuit, etc., est considéré comme aussi nécessaire par l'individu né dans l'opulence que le cinéma par la midinette et la partie de belotte et les tournées d'apéros par le pilier de bistrot.

Toutefois devant l'aggravation de la misère de certaines couches de la population le sentiment commun s'accorde pour définir comme étant le strict nécessaire dû à tous les individus : la nourriture, le vêtement, le logement, les soins médicaux ; cela *l'abondance relative* peut nous le procurer, à condition de briser l'éventail de la hiérarchie des salaires. Dès l'instant où nous sommes assurés de ne pas manquer de ce strict nécessaire, et à condition de renoncer au désir malsain, tyrannique, amoral et asocial de *puissance*, de *domination*, le bien-être, la quiétude matérielle et morale, l'abondance en somme, se réduit à un simple besoin de *justice*, or la justice c'est *l'égalité*, l'égalité dans la rareté comme dans l'abondance ; l'inégalité, la hiérarchie c'est *l'injustice* résultant de l'égoïsme organisé et élevé au rang d'institution sociale.

Nous serons aussi malheureux dans l'abondance si le standard de vie de ceux qui ont zéro passe à six et celui de ceux qui ont dix à cent, si celui de ceux qui ont cent passe à mille et celui de ceux qui ont mille passe à dix mille. Car le bien-être, le bonheur, n'ont rien d'absolu, ce sont choses très relatives, qui ne peuvent être éprouvées par le sujet que s'il a un *terme de comparaison*. Ainsi, le petit bourgeois ruiné par l'inflation ayant un standard de vie inférieur à celui de l'ouvrier mineur par exemple, se trouve aussi malheureux qu'un serf du moyen âge, même s'il lui reste encore un standard de vie supérieur au standard de vie d'un seigneur féodal ; par contre, dans une société où *tous* les membres seraient réduits aux plus dures conditions du serf, personne n'aurait le sentiment d'être malheureux *du seul fait qu'aucun n'aurait de termes de comparaison*.

En économie distributive il ne peut y avoir ni riches ni pauvres ; la richesse, le bien-être individuel est proportionnel à la richesse sociale. Bien entendu, il s'agit d'une économie distributive conçue selon la *justice*, car il est évident que de même qu'il peut y avoir économie distributive dans la rareté comme dans l'abondance, il peut aussi y avoir distribution égalitaire ou distribution hiérarchique selon le mérite, le génie, l'intelligence, la valeur, etc., car malheureusement les adeptes de l'économie distributive hériteront des tares congénitales des partis politiques actuels et il faudra bien nous résigner à voir s'affronter les égalitaires et les *hiérarchistes* qui ne sont consciemment ou non que les troupes de choc de la « *technocratie* », elle-même conçue et manœuvrée par la synarchie. La synarchie, aujourd'hui pilier du capitalisme occidental, mise sur deux tableaux, de sorte que si au hasard des circonstances le communisme prenait le pouvoir elle se muerait en pilier du communisme qu'elle manœuvre actuellement par personnes interposées à en juger par l'acharnement que met sa fille aînée (la C.G.T.) à prêcher le respect et l'élargissement de la hiérarchie.

Raphaël FONTANIEU.

Il n'est pas de meilleure chair à canon que les gens ne possédant pour tout bien que le peu de terre qu'ils ont à leurs semelles.

IBSEN.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

CARTEL D'UNIFICATION SYNDICALISTE DU SECTEUR DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. — Nous informons les camarades que la conférence prévue le 12 février (1) est reportée au mois de mars.

1° Vu les nouvelles adhésions de militants des syndicats autonomes (F.N.S.A.) des métaux, employés, Livre, ainsi que le syndicat du Bâtiment qui est en formation, de Saint-Germain, Chatou, Le Pecq.

2° Après la scission au sein de l'U. L. Chatou-Croissy et Saint-Germain de la C. N. T. et la démission du bureau, nous demandons à ces camarades de nous communiquer s'ils désirent toujours participer aux travaux du C.U.S. du secteur.

3° Notre permanence est ouverte tous les dimanches matin de 10 h. à 12 h. à partir du 26 février au siège des Antonomes, 28 bis, rue du Vieux-Marché, à Saint-Germain-en-Laye.

*

(1) Voir le « Libertaire » du 6 janvier.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, LE PECQ, CHATOU, CROISSY ET BOUGIVAL. — Tous les militants de la F. A. et les responsables du Cercle d'études sociales sont priés d'assister d'urgence à la réunion du 12 février à 9 h. 30 très précises, Salle du « Cosmopolite » de Saint-Germain. Ordre du jour très important. Présence indispensable de tous.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2e

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes

1re REGION

LILLE. — Le groupe de Lille ouvre une souscription en faveur du camarade Roger Pollaert. Ce camarade, tuberculeux, et de surcroît sans famille a été expulsé de l'hôpital où il était en traitement, nous faisons appel à tous les camarades.

Envoyez les fonds à Laurey Georges 80, rue Francisco-Ferrer, Fives-Lille C.C.P. Lille 1650-66.

Service de librairie chez Laureyns Georges, 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

LILLE. — Samedi 11 janvier à 19 h., réunion du Groupe, 13, rue du Molinel. Deuxième discussion sur la résolution du Groupe de Roubaix sur le problème : « Paix et Guerre ».

2e REGION

PARIS-XIVe. — Réunion du Groupe Paris-14e local habituel mercredi 15 février, à 20 h. 30. Présence indispensable des adhérents. Ordre du jour : Congrès National.

PARIS-19e (Groupe Berneri). — Le groupe, constitué en début d'année, fait appel aux sympathisants. Réunions le mardi. Pour s'inscrire, s'adresser au siège, 145, quai de Valmy, qui transmettra.

ARGENTEUIL. — Réunion du Groupe dimanche matin 19 février, à 10 h., salle de la « Pensée Humaine », 42, rue de Paradis. Ordre du jour : compte rendu assemblée générale, préparation de la conférence. Débat. Position du Groupe.

COURBEVOIE, 38, rue de Metz, réunion du groupe tous les 1er, 3e et 4e lundis du mois. Les réunions sont ouvertes aux sympathisants.

LEVALLOIS-ENVIRONS - 17e (Groupe Durruti). — Jeudi 16 février, visite au Groupe du XVe. Vendredi 17, tous à la Mutualité.

SECTEURS BANLIEUE OUEST. — Assemblée générale de tous les militants. Les militants des Groupes de Colombes, Courbevoie, Asnières, Levallois, Nanterre, Argenteuil, Enghien, sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra le dimanche 12 février au café de la mairie, 10, avenue du Général-Leclerc, à Colombes, à 9 h. 30 très précises. L'ordre du jour étant très chargé, les camarades sont priés d'être à l'heure. Ordre du jour : 1. Compte rendu de l'assemblée générale de la 2e Région ; 2. Préparation du Congrès National ; 3. Propagande (tracts, affiches, papillons) ; 4. Constitution du groupement d'achat ; 5. Fête de l'intergroupe à Asnières ; 6. Divers. SECTEUR OUEST — Les militants des groupes composant ce secteur sont invités à la réunion intergroupe qui aura lieu le dimanche 12 février à 9 h. 30, salle du Café de la Mairie, 10, avenue Henri-Barbusse, à Colombes.

PARIS-EST. — La réunion du Groupe le jeudi 16, 12, bd Beaumarchais. Réservée aux militants.

8e REGION

GRENOBLE : Le groupe libertaire se réunit tous les deuxième et quatrième jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au Bar de l'Expo, 4, rue de Strasbourg, Grenoble. Pour toutes correspondances s'adresser chez le camarade Bessard R., 3, rue Bayard.

Lyon-Centre : Réunion le samedi, 20 h. 30 réservée aux militants. Ordre du jour important. Le samedi 11-2-50 au siège.

9e REGION

BORDEAUX. — Pour tous ce qui concerne le groupe on peut s'adresser tous les dimanches de 9 à 10 heures au Service de Librairie, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande n° 42.

12e REGION

MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis, à 19 h. très précises. De 19 h. à 19 h. 45 : administration ; de 19 h. 45 à 20 h. 30 : discussion et débat sur un sujet d'actualité par un camarade militant. Librairie : permanence tous les lundis, à 18 h. 45.

Conférences - Débats

2e REGION

PARIS-18e, GROUPE LOUISE-MICHEL. — Jeudi 9 février 1950, à 20 h. 45, 20, rue Léon (sous-sol de l'Olympic) métro Château-Rouge, Barbès ou Marcadet-Poissonniers ; sujet : Le Rail dans la Révolution sociale. Orateur : Fernand Robert, cheminot. (Les camarades cheminots sont particulièrement invités.)

COLOMBES. — Le samedi 11 janvier, au café « Le Mistral », 2, rue Paul-Bert : Les anarchistes devant le Cartel de l'Unité syndicaliste, par le camarade Gatay.

8e REGION

LYON. — Samedi 25 février à 15 h. 30, Communisme autoritaire ou Communisme Libertaire ? café « Bon Accueil » 171, rue de Bonnel ; orateur : Bavosel.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

1re REGION

CONFERENCES A. LAPEYRE

LE HAVRE

Mercredi, 15 février, à 20 h.
Salle de la Lyre Havraise, 44, rue Jules-Lecesne
Non, Dieu n'existe pas !

ROUEN

Vendredi 17 février, à 20 h. 30
Salle de la mairie

BOLBEC

Samedi 18 février, à 21 heures
Salle de réunions de la mairie

*

2e REGION

PARIS-Ve

(Groupe Sacco-Vanzetti)
Palais de la Mutualité
Métro : Maubert-Mutualité
Pour la salle, consulter le panneau d'affichage
Vendredi 10 février, à 20 h. 45
Taylorisme - Stakhanovisme et Technocratie
par R. GUILLORE

*

ASNIERES

10 Février, à 20 heures 30
Centre administratif, Place de la Mairie
La gestion ouvrière est-elle possible ? Les connaissances des travailleurs sont-elles suffisantes ?
Orateur : Joyeux

ALFORTVILLE

Vendredi 17 février, à 21 h.
2, Rue du Pont-d'Ivry
Demain les ouvriers géreront-ils les usines Sans Patrons - Sans Etat

*

MONTREUIL - BAGNOLET

Le scandale de la Sécurité Sociale
Mercredi 15 février, à 20 h. 45
Café du Grand-Cerf, 1er étage
171, rue de Paris, Montreuil
Métro : Robespierre
Orateur : H. Bouyer

*

10e et 11e REGIONS

Tournée Paul Lapeyre
Sujet :
« La guerre est-elle fatale ? »

MAZAMET

Le lundi 13 février, à 20 h. 30
Bourse du Travail

●●●

BEZIERS

Le mardi 14 février, à 21 heures
Maison du Peuple
« Jésus-Christ a-t-il existé ? »

*

TOULOUSE

Le mercredi 15 février, à 21 heures
à l'ancienne Faculté des Lettres,
rue de Rémusat

*

TARBES

Le jeudi 16 février, à 21 heures
salle de réunions de la mairie

CULTURE ET RÉVOLUTION

Le problème concentrationnaire

Des RAISONS de la PHILOSOPHIE à celles du SENS COMMUN

Réponse à M. Merleau-Ponty et à J.-P. Sartre

ON peut opposer à David Rousset les arguments concrets de la raison pratique. Ils sont très accessibles car ils se résolvent dans l'affirmation que son APPEL n'a de valeur particulière, ni par son origine, ni par son contenu, ni par les voies qu'il emprunte, ni par les gens auxquels il s'adresse, ni par le but qu'il poursuit, ni surtout par ce qu'on en peut espérer ou redouter selon l'angle sous lequel on se place. De ce fait, aucun des secteurs de l'opinion ne s'y est trompé : l'entreprise tourne court et, deux mois après sa mise sur pied, ne garde plus de faveur que celle du « Figaro Littéraire », c'est-à-dire l'audience de 100.000 lecteurs dont j'imagine que quelques-uns sont passablement désabusés.

Si on a recours à la raison pure, et si on soulève l'objection philosophique ou doctrinale, on tombe dans la rhétorique et on devient très vulnérable. La rhétorique a facilement tendance au sophisme, à la ratiocination, voire à la divagation. Ses coquetteries, pour séduisantes qu'elles soient, toujours discutables, sont rarement convaincantes. Et ses abstractions, exclusivement spéculatives, tombent d'autant moins sous le sens qu'elles procèdent de méthodes plus rigoureuses.

PAR PAUL RASSINIER

Aussi, les raisons de sens commun sont-elles d'un autre poids que celles de la scholastique, bien que de moindre valeur dans l'absolu ou l'intrinsèque.

L'irruption tapageuse de David Rousset sur le devant de la scène avec son « Au secours des déportés soviétiques », titré sur huit colonnes en première page du *Figaro littéraire* a d'étranges résonances. Sa forme est celle de tous les ralliements guerriers : au secours de la Pologne martyre, au secours des Sudètes, au secours du peuple allemand opprimé (1939), au secours de la malheureuse Serbie (1914), etc... On pourrait remonter jusqu'à la première croisade que Pierre l'Ermite prêcha dans les mêmes termes en prenant le tombeau du Christ comme thème central. Etant donné le nombre des concentrationnaires dans le monde, en Grèce, en Espagne, en France — les Etats-Unis en sont-ils exempts ? — aussi bien qu'en Russie, son caractère restrictif est flagrant. La double forfaiture est éclatante et les esprits avertis ne se sont pas fait faute de le remarquer. Il suffisait de la souligner pour les autres.

Saisir l'occasion pour poser le problème du travail forcé partout et notamment dans les colonies, c'est élargir le débat, ce qui ne peut, évidemment, être dommageable, bien au contraire. Discuter de tout le système russe ou de tout le système américain, c'est déjà le faire dévier. Aller jusqu'aux différences qui les opposent, aux rapports qu'ils entretiennent et à l'injustice sociale en général, c'est le transposer sur un autre terrain, et rien n'empêche plus, désormais, qu'il aille se perdre, comme l'eau dans le sable, dans des dissertations sans fin sur la troisième guerre mondiale ou sur les classes de voyageurs en chemin de fer. Par quoi, il semble démontré que si le sujet ne souffre aucune localisation géographique, il en est une au moins qui s'impose : celle qui en fait exclusivement une affaire de déportation, de camps de concentration et de travail forcé.

Dans le cadre de ces considérations qui situent, à leurs deux extrêmes, les limites de la controverse, il n'est peut-être pas indifférent de s'arrêter, avant toute chose, aux aspects de la riposte qui consolident la position de David Rousset au lieu de l'affaiblir.

Sans aucun doute, la psychose créée en France depuis la Libération, par certains récits discutables en ce qu'ils sont, pour la plupart, des interprétations bien plus que des témoignages, permet-elle d'écrire à peu près impunément :

« ... à lire les témoignages d'anciens détenus, on ne trouve pas, dans les camps soviétiques, le sadisme, la religion de la mort, le nihilisme qui, — paradoxalement joints à des intérêts précis et tantôt d'accord, tantôt en lutte avec eux — ont fini par produire les camps d'extermination nazis », mais elle n'assure la tranquillité de la conscience qu'à ceux dont l'attitude est généralement antérieure à toute réflexion et qui n'ont, par surcroît, vécu ni l'une, ni l'autre des deux expériences. D'une part, il ne peut échapper qu'en France et dans le monde occidental, les rescapés des camps soviétiques sont beaucoup moins nombreux que ceux des camps nazis et que si on ne peut pas dire de leurs témoignages qu'ils sont, à priori, inspirés d'une meilleure bonne foi ou d'un sentiment plus acceptable de l'objectivité, il n'est cependant pas niable qu'ils voient le jour en des temps plus sains. De l'autre, tous les concentrationnaires qui ont vécu dans la promiscuité des Russes en Allemagne, ont rapporté la conviction que ces gens avaient une longue pratique de la vie des camps. Pour ma part, je me suis trouvé, treize mois durant, au milieu de quelques milliers d'Ukrainiens, au camp de concentration de Dora : leur comportement affirmait qu'ils n'avaient, dans leur très grande majorité que changé de camp et, dans leurs discours, ils ne cachaient pas que le traitement était le même dans l'un et l'autre cas. Dirai-je que, le livre de Margaret Buber-Neuman, récemment publié, ne s'inscrit pas en faux contre cette observation personnelle ? Pour ce qui est du reste, il faut laisser à l'Histoire le soin de dire comment les camps allemands conçus, eux aussi, selon « les formules d'un socialisme édénique », sont devenus en fait — mais en fait seulement — des camps d'extermination...

La réalité sur ce point, c'est que le camp de concentration est un instrument d'Etat dans tous les régimes où l'exercice de la répression garantit celui de l'autorité. Entre les différents camps, il n'y a, d'un Pays à l'autre, que des différences de *nuance* qui s'expliquent par les circonstances, — mais non d'essence. En Russie, ils ressemblent trait pour trait à ce qu'ils étaient dans l'Allemagne hitlérienne et vraisemblabement à ce qu'ils sont en Grèce, parce que, indépendamment des similitudes possibles ou non de régime, dans les trois cas, l'Etat est aux prises avec des difficultés d'égale grandeur : la guerre pour l'Allemagne, l'exploitation du sixième du globe avec des moyens de fortune pour la Russie, la guerre civile pour la Grèce. Si la France en vient, économiquement, au même point que l'Allemagne de 1939 ou que la Russie et la Grèce d'aujourd'hui, — ce qui n'est pas exclu — Carrère, La Noé, la Vierge, etc., ressembleront, eux aussi, et trait pour trait, à Buchenwald, Karaganda et Makronissos : il n'est d'ailleurs pas prouvé que la nuance soit plus qu'à peine sensible, aujourd'hui déjà.

L'erreur appelle l'erreur et prolifère par l'artifice dans un raisonnement vicié à la base par une première affirmation gratuite. Du particulier, on passe au général et de l'examen de l'effet, à celui de la cause. Ainsi est-il naturel qu'on en vienne à écrire, à propos du système russe :

« Quelle que soit la nature de la présente société soviétique, l'U.R.S.S. se « trouve, grosso modo, située dans l'équi- « libre des forces, du côté de celles qui « luttent contre les formes d'exploitation « *de nous connues* »,

ou encore :

« Le fascisme est une angoisse devant « le bolchevisme dont il reprend la for- « me extérieure pour en détruire plus « sûrement le contenu : le Stimung in- « ternationaliste et prolétarienne. Si l'on « en conclut que le communisme est le « fascisme, on comble après coup le « vœu du fascisme qui a toujours été « de masquer la crise capitaliste et l'ins- « piration humaine du marxisme. »

ou enfin :

« Cela signifie que nous n'avons rien « de commun avec un nazi et que nous « avons les mêmes valeurs qu'un com- « muniste. »

La première objection est sans valeur. Une importante partie de l'opinion la renversait dans ces termes avant la lettre, pensait déjà que :

« Quelle que soit la nature de la so- « ciété américaine, les E. U. se trou- « vent grosso modo situés, dans l'équi- « libre des forces, du côté de celles qui « luttent contre les forces d'exploitation « *de nous inconnues* », et, pour se jus- « tifier, ajoutait : « en se comportant de « telle sorte que les autres soient de « moins en moins sensibles ». On voit le danger : s'il est admis que les formes d'exploitation « *de nous inconnues* » sont plus meurtrières et plus nombreuses que celles qui jouissent du privilège d'être « *de nous connues* », s'il peut être prouvé que les premières sont en progression constante et les secondes en régression ou simplement à un étiage constant, il faut convenir que cette importante fraction de l'opinion est abondamment pourvue dans le domaine de la justification morale. Elle l'est d'autant mieux qu'elle ne fait qu'emprunter ses moyens à l'un des signataires de l'objection, M. Merleau-Ponty, lequel écrivait, dans sa thèse sur l'Humanisme et la terreur, ceci ou à peu près que je cite de mémoire : « Ce qui peut servir de cri- « tère dans l'appréciation d'un régime « sur le plan de l'Humanisme », ce n'est « pas la terreur ou sa manifestation, la « violence » mais le fait que l'une et « l'autre soient en progression et appe- « lées à durer ou, au contraire, en ré- « gression et appelées à disparaître « d'elles-mêmes ». Pourquoi ce qui est vrai de la terreur et de la violence ne le serait-il pas des camps qui ne sont qu'un de leurs résultats, mais qui font, par leur nombre, la preuve de plus ou moins de terreur et de plus ou moins de violence? Et, dès lors, pourquoi ce distinguo en faveur de la Russie? Ceci pour permettre de mesurer combien il eût été, à la fois plus prudent et plus conforme à la tradition socialiste, de prendre l'avantage sur David Rousset en se déclarant contre toutes les formes d'exploitation, qu'elles soient *connues* ou *inconnues* de nous.

La seconde objection, introduite dans la forme du syllogisme parfait, procède de la confusion des termes: « le fascisme est une angoisse devant le *bolchevisme* » dit la majeure. — « Si l'on en conclut que le fascisme est le *communisme* », poursuit la mineure... Sous la plume d'un rhéteur de second ordre, l'astuce provoquerait tout au plus un haussement d'épaules. Quand on la trouve sous celles de M. Merleau-Ponty et de J.-P. Sartre, on ne peut pas s'empêcher de penser aux règles impératives de la probité et à l'entorse qui leur est faite. C'est le bolchevisme que ses contempteurs identifient au fascisme, et non le communisme. Encore ne le font-ils que dans ses effets, et prennent-ils la précaution de définir le fascisme par des caractères qui en font autre chose, et bien plus et bien pire qu'une « angoisse » devant le bolchevisme. Ceci veut dire que si on rétablit les deux propositions sur le plan de la propriété des termes, la conclusion s'écarte d'elle-même et que, dès lors, il ne reste plus du syllogisme que la perfection de forme. Si l'on veut à toutes forces bâtir un syllogisme sur le thème, le seul qui soit valable est celui-ci :

« Le fascisme et le bolchevisme sont « une angoisse devant le communisme « (ou le socialisme) dont ils reprennent « les formes extérieures — Hitler ne par- « lait-il pas de National *Socialisme* et « Staline ne continue-t-il pas à parler de « *Socialisme* dans un seul pays? — pour « en détruire plus sûrement le contenu : « la Stimmung internationaliste et prolé- « tarienne. Si l'on en conclut que le « fascisme et le bolchevisme sont le « communisme (ou le socialisme) on « comble après coup le vœu du fascisme « et du bolchevisme qui est de masquer « la crise capitaliste et l'inspiration hu- « maine du marxisme », lequel si on voulait réfuter l'identification du fascisme et du bolchevisme qu'il pose apparemment en principe, en appellerait aux choses fort substantielles que, prenant d'autres unités de mesures, James Burnham en dit dans l'*Ere des organisateurs* (cfez Calmann-Lévy, collection « La Liberté de l'Esprit », p. 189 et suivantes)

Je ne dirai rien de la troisième objection qui pèche vraisemblablemnt par la même confusion des termes à moins que ses auteurs ne précisent après coup que c'est « nous avons les mêmes valeurs qu'un bolcheviste » qu'ils ont voulu dire. Je ne dirai rien non plus de cette affirmation étrangement mêlée au débat et selon laquelle le communisme chinois serait seul capable de faire sortir la Chine du chaos et de la misère pittoresque où le communisme étranger l'a laissée ». Ni de la souscription ouverte par *Le Monde* « pour qu'il ne fût pas dit qu'il était insensible à la misère » d'un ouvrier communiste, ni de l'électrification en U.R.S.S., ni des conversations fructueuses qu'on peut avoir avec les ouvriers martiniquais, ni... Au fait, pourquoi pas des Pyramides d'Egypte ou de la gravitation universelle ?

A insister trop, on finirait par tomber dans la recherche de la meilleure diversion et par céder à la tentation d'écrire une nouvelle *Misère de la Philosophie* adaptée aux circonstances...

(*A suivre.*)

Terreur en Espagne

Des nouvelles alarmantes venues d'Espagne font état de la terrible répression exercée par les tribunaux franquistes, lesquels après avoir prononcé diverses peines capitales, s'apprêtent à ouvrir plusieurs conseils de guerre contre des résistants espagnols de diverses nuances politiques.

Viennent d'être condamnés notamment à la peine de mort à Barcelone, les résistants Manuel Sabater Llopart, Saturnino Culebras et Juan Busquets, présentement détenus à la prison moderne de Barcelone dans l'attente de leur exécution. Rappelons ici que, José Lopez Penedo se trouve toujours dans cette même prison et qu'il a été lui aussi, comme l'on se rappelle, condamné à mort.

Par ailleurs, et toujours à Barcelone, on prépare un procès monstre contre les résistants : Jorge Pons, Pedro Adroven, Domingo Ibars Junior, José Perez Pedrero, Eusobio Montes Bescos, Manuel Guerrero, José Corral, Miguel Garcia Miguel Rodriguez, Miguel Rodriguez, Manuel Fornells, J. Pinol, Ramon Loscos Vinas, Agustin Fora, Camilo Castells, Juan Mut, Emilio Bravo, José Freixas, Gumbau et un coiffeur de la ville de Manresa nommé Lopez. De même se trouvent impliquées dans ce procès les femmes : Pura Villanueva, Antonia Saborit et Justina Gonzalez. Doivent comparaître, également, devant ce tribunal les docteurs Torralba et Castelles, ceux-ci accusés d'avoir donné assistance médicale à des résistants blessés. On fait ressortir que les détenus Ramon Loscos Vinas arrêté le 3 novembre 1949 en compagnie de sa femme, d'un petit neveu âgé de 9 ans, furent tous les trois gardés pendant quelques jours à la Sûreté Nationale de Barcelone tant que l'interrogatoire du détenu ne fut pas terminé.

D'autre part, ces jours-ci, vont comparaître à Madrid devant un autre Conseil de guerre, un autre groupe de résistants, détenus au penal d'Ocana, parmi lesquels se trouvent Antonio Cartano Benavente, José Maria Pros Monzonis, Angel Bosch Anon, Antonio Bruguera Lopez, José Figueras Martinez, José Mataix Botella, Francisco Nieto, Vicente Gines, Leonardo Hernandez Barrachina, Lacomba et Felipe Trigo May. Le sinistre colonel Eymar, qui soutient l'accusation, se prépare à requérir les peines plus graves contre les inculpés, après leur avoir fait subir les plus monstrueux sévices et tortures, notamment en ce qui concerne les quatre premiers cités. Nous devons rappeler encore qu'à Saragosse se trouve toujours un autre condamné à mort, Gabriel Cruz Navarro.

La terreur se poursuit sans répit dans toutes les régions de l'Espagne, aussi bien dans le Pays Basque, Catalogne, Andalousie, Valence, Aragon, etc. On observe avec attention que, depuis quelque temps les autorités franquistes exécutent des résistants avant même qu'il soit donné connaissance de l'arrêt des tribunaux. Ainsi en a-t-il été notamment pour José Sancho Garcia, fusillé à Ocana. Il laisse quatre enfants mineurs sans le moindre appui, sa femme étant en prison, à Madrid.

Dernièrement et en compagnie de Sancho Garcia, quatre autres résistants auraient été fusillés. Nous avons tout lieu de penser qu'il s'agit bien des frères Antonio et Juan Velasco, Basilio Luna et Juan Ortiz. A Barcelone encore, dans le secret le plus complet, entre le 7 et le 14 décembre 1949, huit antifascistes ont été passés par les armes.

Le Comité de Protection et d'Aide aux Démocrates Espagnoles, victimes de l'oppression et du totalitarisme, ainsi que la Fédération Espagnole des Déportés et Internés Politiques, portent ces faits à la connaissance de l'opinion démocratique internationale et affirment qu'en présence d'une telle situation de terreur portée au paroxisme, de la part du régime franquiste, il est urgent que partout où il se trouve des hommes de bonne volonté, une protestation doit être entreprise pour arrêter la main des bourreaux.

Nous en appelons aussi à toutes les organisations démocratiques, et notamment à la Ligue des Droits de l'Homme et aux grandes centrales syndicales libres.

Georges ORWELL

L'HUMANISTE

GEORGES ORWELL, écrivain et socialiste, est mort dans un hôpital londonien, le 21 janvier, à l'âge de 46 ans. Né d'une famille de classe moyenne en Inde, il alla à Eton, et plus tard rejoignit les forces de police de Burma. Mais l'honnêteté de l'œil avec lequel il vit le rôle de l'Impérialisme britannique le repoussa — non seulement de la police de Burma, mais aussi de la classe dans laquelle il était né.

Ses livres disent la pauvreté matérielle qui l'accabla, et 1936 le trouva en Espagne, où il fut blessé dans les lignes républicaines.

●●●

J'ai appris la mort de Georges Orwell par une relation qui devait en faire l'annonce dans un journal du soir. Pour lui, le nom de Georges Orwell ne signifiait pas plus que l'information de la « National Press » : l'auteur qui devint fameux pour la première fois par un livre intitulé : *Animal de ferme*, suivi d'un autre : 1984, livres qu'il n'avait pas lu, mais il comprenait qu'ils étaient anti-communistes et anti-socialistes. Le gagneur de dollars « qui mourut avant que l'argent puisse l'atteindre », était la sauce à laquelle le « Daily Hérald », du Parti travailliste l'accommoda.

Pour moi, et pour ses nombreux amis et lecteurs du mouvement anarchiste à travers le monde (ses livres furent commentés à travers la presse anarchiste internationale), Orwell était, avant tout, un humaniste. Il ne partageait pas notre point de vue, et beaucoup d'anarchistes sectaires auraient levé leurs bras vers le ciel, horrifiés par certaines des idées exprimées par Orwell dans ses écrits.

Pourtant, pendant les 12 années suivant la publication de « *Hommage à la Catalogne* », j'ai senti grandir un profond respect et une amitié pour lui malgré les différences fondamentales sur les événements comme la dernière guerre (et celle qui vient), la conscription et la politique parlementaire.

Orwell l'écrivain, je le laisse à des mains plus compétentes, me limitant moi-même à l'étude pénétrante de George Woodcock sur Orwell, publiée d'abord dans le journal américain « *Politics* » et plus tard incluse dans son volume d'essais : « L'écrivain et « Politics ».

La principale raison pour laquelle Orwell ne fut jamais un anarchiste me semble qu'il pensait de lui-même qu'il était un « réaliste » et qu'il était sans valeur de parler de révolution sociale quand sa réalisation semblait si lointaine ; nous avions à faire face à des problèmes immédiats. Cela eut comme résultat qu'il se trouva lui-même dans la position d'avoir continuellement à choisir entre le plus petit et le plus grand mal. George Woodcock a décrit l'attitude d'Orwell comme étant « dans un sens plus général... opportuniste ». Ceci est vrai si l'on n'examine pas en même temps les raisons d'Orwell. Dans mes conversations avec lui, j'ai toujours eu l'impression qu'il était continuellement conduit par une urgence à faire quelque chose, à prendre sa part dans la lutte au jour le jour, plus que discuter dans l'abstrait. Cette attitude semble, en partie du moins, avoir été déterminée par la considération des philosophes intellectualistes de l'aile gauche, par Orwell. Ce que beaucoup d'entre eux n'ont pas oublié ou excusé, la seconde partie de « *La route de Wigan Pier* », apparait clairement dans les mémoires qui furent écrits jusqu'à sa mort Quand je parlais avec lui pour la dernière fois, il était très amer dans sa condamnation de ces intellectuels français qui supportent l'U.R.S.S. en pensant que le système soviétique est préférable à la démocratie capitaliste. Il disait qu'il respectait la position anarchiste d'opposition aux deux systèmes ; que c'était une position solide à prendre. Mais pour ces intellectuels français, qui vivaient une vie de bourgeois et jouissaient d'une liberté relative qui ne leur serait pas donnés en U.R.S.S., soutenir celle-ci était la dernière des malhonnêtetés.

Mais je pense que les propres limitations d'Orwell contribuèrent aussi à son attitude politique. Son rôle était celui de « l'homme moyen », mais, comme l'a montré Woodcock, « l'homme moyen » a toujours des limitations, et plus grand est son échec à pénétrer sous la surface des événements et à voir les causes réelles des maux sociaux, les massifs désordres de la vraie structure de la société, dont les maux individuels sont les symptômes ». Et il ajoute, plus significativement :

« Je n'ai jamais, par exemple, vu ou entendu Orwell donner une profonde analyse des tendances de l'Angleterre d'aujourd'hui et, sur d'aussi importants sujets que la monnaie, la propriété et l'Etat, il semble avoir une bien petite opinion à part les slogans usuels qui ont inspiré le Parti travailliste depuis des générations. »

Et on sent Orwell s'identifiant lui-même avec le « travailleur authentique » dont il pensait qu'il n'étreint jamais les profondes implications du socialisme. « Souvent, à mon opinion », écrit-il dans *La route de Wigan Pior* « il est un plus pur socialiste que le marxiste orthodoxe, par ce qu'il se souvient bien, ce que les autres oublient si souvent, c'est-à-dire que le socialisme signifie Justice et commune bienséance ».

Ce désir de faire quelque chose quelles que soient les limitations du milieu, fut aussi bien une qualité qu'une faiblesse. Je ne peux m'empêcher de penser que, dans le cas d'une situation révolutionnaire se présentant à lui dans notre pays, Orwell aurait été avec les Anarchistes, pour y trouver l'expression, en une telle éventualité, de son anarchisme, « éthique » et son « réalisme ».

Orwell n'était pas effrayé par la Révolution, au contraire. Mais, de même qu'il n'avait pas le temps comme les profonds penseurs qui voient toujours la révolution au coin de la rue, il méprisait les propagandistes qui essayaient de réduire les événements d'Espagne, en 1936, à un simple passage de « Démocratie contre Fascisme ».

La chose qui arriva en Espagne fut, en fait, pas seulement une guerre civile, mais le commencement d'une révolution. C'est ce fait que la presse antifasciste étrangère hors de l'Espagne a fait tout pour obscurcir. L'événement a été réduit à « Fascisme contre Démocratie » et l'aspect révolutionnaire fut obscurci le plus possible.

Depuis longtemps il était anxieux de donner son nom à des initiatives pour défendre les libertés. Depuis 1938 surtout, il fut associé avec les anarchistes dans un certain nombre de publications comme « Freedom », commençant à devenir un très actif membre de la S.I.A., lancée par les anarchistes espagnols et dont la section de Londres fut organisée par Emma Goldman. Et malgré notre fondamentale différence à propos de la dernière guerre, il fut un des premiers à protester publiquement contre les raids de la police contre les bureaux de « Freedom Press » (presses de la liberté), devenant plus tard vice-président du Comité de Défense de « Freedom Press », formé pour défendre les quatre anarchistes arrêtés sous les directives de défense en vigueur à cette date. Il continua son apport actif quand le Comité fut transformé en Comité de Défense de la liberté, et fit même deux de ses rares apparitions sur la tribune d'un meeting pour soutenir l'amnistie et défendre les déserteurs du temps de guerre et plus tard dans un meeting organisé pour défendre les Espagnols antifascistes internés dans le Lancashire. La dernière fois que je le vis, il était très actif mentalement et suivait les événements d'aussi près qu'auparavant.

Si, dans les années à venir, je l'avais interrogé sur sa place dans la lutte de l'humanité, il m'aurait montré ces lignes de « *Hommage à la Catalogne* » :

« La situation était claire à Barcelone en mai :

« D'un côté, la C.N.T. et de l'autre la police. Je n'ai pas d'amour particulier pour les « ouvriers » idéalisés comme ils apparaissent à l'esprit bourgeois des communistes, mais quand je vois un travailleur suant sang et eau dans un conflit avec son ennemi naturel, je n'ai pas à me demander de quel côté de suis. »

(*Traduit de Freedom.*)

L'HISTOIRE DE L'ANARCHIE

Le Samedi 11 Février 1950

aura lieu au

145, QUAI DE VALMY

la vente dédicacée

par les auteurs de

L'HISTOIRE DE L'ANARCHIE

par Alain Sergent et Claude Harmel

de 14 h. 30 à 18 h. 30

Prix de vente : 690 fr. Franco : 785 fr.

ANGERS

Grand bal de nuit

du groupe Angers-Trélazé

Orchestre réputé

Bar - Buffet - Attractions

le samedi 11 février, à 21 h.,

salle de la Maraîchère

SERVICE DE LIBRAIRIE

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

CE QU'EST L'ANARCHISME

F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. BESNARD : Le Fédéralisme Libertaire, 10 fr. (20 fr.). — C.-A. BONTEMPS : L'Esprit Libertaire, 5 fr. (10 fr.). — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie, 30 fr. (40 fr.). Communisme et Anarchie, 10 fr. (20 fr.). Aux Jeunes Gens, 10 fr. (20 fr.). — R. ROCKER : De l'Autre Rive, 3 fr. (8 fr.). — E. POUYER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — BARBEDETTE : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — P. GILLE : L'intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T.L. : La Laïcité, 12 fr. (22 fr.). — IGNOTUS : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — A. PRUDHOMMEAUX : Catalogne Libertaire (1936-1937), 40 fr. (55 fr.) — G. LEVAL : Anarchisme et Abondancisme, 20 fr. (30 fr.). — E. RECLUS : L'Anarchie, 10 fr. (20 fr.). A mon Frère le Paysan, 10 fr. (20 fr.). — G. BERNERI : La Société sans Etat, 20 fr. (30 fr.). — L. Michel : Prise de Possession, 15 fr. (25 fr.). — MALATESTA : Entre Paysans, 15 fr. (25 fr.). — ERNESTAN : Ni es Anarchiste, 20 fr. (30 fr). — J. GRAVE : La Société mourante et l'Anarchie, 125 fr. (155 fr.).

CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'Interprétation Marxiste, 5 fr. (8 fr.). — E. RECLUS : La Peine de Mort, 5 fr. (8 fr.). — P.J. PROUDHON : La Justice poursuivie par l'Eglise, 500 fr. (570 fr.). — La Révolution Sociale, 500 fr. (570 fr.). — Lettres aux Propriétaires, 500 fr. (570 fr.). — Principes d'Organisation politique, 500 fr. (570 fr). — J. DUBOIN : L'Economie Distributive, 75 fr. (90 fr.). — E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — PRADAS : La Crisis del Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Revolucion y el estado (en espagnol) 100 fr. (130 fr.). — J. BURNHAM : L'Ere des Organisateurs, 300 fr. (330 fr.). — ERNESTAN : La Contre-Révolution Etatiste, 15 fr. (20 fr.). — R LINEBOURG : Réforme et Révolution, 90 fr. (105 fr.). — M. YVON : Ce qu'est devenue la Révolution Russe, 60 fr. (75 fr.). — V. SERGE : Le Nouvel Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.). — R. LOUZON : L'Ere de l'Impérialisme, 80 fr (95 fr.). — M. COLLINET : La Tragédie du Marxisme, 380 fr. (410 fr.). — C.A. BONTEMPS : Le démocrate devant l'autorité 120 fr. (135 fr.). — P.L. TOMORI : Qui succèdera au Capitalisme ? 40 fr (50 fr.). — M. GRAHAM : Pour la Liberté de Pensée violée, 10 fr. (15 fr.) — E. de la BOETIE : Discours de la Servitude volontaire, 300 fr. (330 fr.). — G. LEVAL : Le Communisme, 40 fr. (55 fr.). — DWIGHT MACDONALD : Partir de l'homme, 150 fr. (180 fr.). — A. CILIGA : Lénine et la Révolution, 40 fr. (50 fr.). — Karl Marx : Le Manifeste Communiste, 180 fr. (210 fr.).

ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 fr. (520 fr.). — M. BAKOUNINE : La Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — P. GILLE : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.) — S. FAURE : Mon Communisme, 260 fr. (290 fr.). — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution, 100 fr. (130 fr.).

REVUES

« Etudes Anarchistes », n°s 2, 3 et 5, le N°, 40 fr. — « La Révolution Prolétarienne » n° 34, le N° 40 fr. — « Ce qu'il faut dire », n° 64, le N°, 30 fr. — « Défense de l'Homme », n° 16, le N° 40 fr. — « L'Unique », n° 45, le N° 15 fr. — « L'Idée Libre », le N° 20 fr.

SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre Mort 570 fr. (640 fr.) — A. KOESTLER : Le Zéro et l'Infini, 200 fr. (230 fr.). — Le Yogi et le Commissaire, 240 fr. (270 fr.). — E. KOGON : L'Enfer organisé, 300 fr (345 fr.). — J. VALTIN : Sans Patrie ni Frontières, 595 fr. (665 fr.). — M. CEYRAT : La trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F.A.C.B. : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste Français, 480 fr. (550 fr.). — M. BUBER NEUMANN : Déportée en Sibérie, 295 fr. (325 fr.) — V. SERGE : L'Affaire Toulaev, 380 fr. (425 fr.) — GUY VINATREL : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 fr.).

HISTOIRE

LISSAGARAY : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.).

Crapouillot » : Histoire de la Guerre (fasc. 1), 250 fr. (295 fr.). — (fasc. III), 250 fr. (295 fr.). — (Fasc. IV) 300 fr. (345 fr.). — (Fasc. V.) 300 fr. (345 fr.). — Bobards 39-45 : 300 fr. (330 fr.). — François BARRET : Histoire du Travail, 90 fr. (105 fr.). — DOLLEANS : Histoire du Mouvement ouvrier (tome I 1838-1871), 450 fr. (495 fr.). — (Tome II 1871-1936), 450 fr. (495 fr.). — ALEXANDRE : Avènement de la France Ouvrière, 210 fr (240 fr.). — L. LOUVET : Découverte de l'Anarchisme, 25 fr (.35 fr.). — B. FOUGERE : La Vie Héroïque de Rosa Luxembourg, 40 fr. (50 fr.). — DOMMANGER : Jacques Roux, le Curé Rouge, 100 fr. (130 fr.). — Ida METT : La Commune de Cronstadt, 100 fr. (130 fr.). — P. LAPEYRE : De Gaulle tout nu, 25 fr. (35 fr.). — A. LORULOT Les Crimes de la Colonisation, 20 fr. (30 fr.). — C. BERNERI : Guerre des Classes en Espagne, 25 fr. (35 fr.). — HEM DAY : Le Fascisme contre l'Intelligence, 15 fr. (25 fr.). — A. KOESTLER : Analyse d'un miracle : 600 fr. (645 francs). — André et Dori PRUDHOMMEAUX : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.).

Un livre par semaine...

Jean GIONO

« NOE »

Prix : 315 fr. franco 385.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

DANS LE BATIMENT

Grève chez Sainrapt et Brice

SAINRAPT ET BRICE, raison sociale d'une entreprise de travaux publics.

Sainrapt et Brice, types représentatifs de ce patronat français de combat, réactionnaires par tradition, patriotes par conviction monétaire, constructeurs du mur de l'Atlantique, démolisseurs du même mur tout cela aux frais de la République, ayant en plus à leur actif la mise en clinique d'un Garde des Sceaux, André Marie, beeftekart radical coupable à l'époque d'avoir égaré leurs pédigrées, sont en difficulté sur un de leurs chantiers avec un prolétariat également de combat.

En septembre et octobre 1949, pendant 6 semaines, les ouvriers du bâtiment du chantier de Charonne, en réponse à une prétention de la direction qui voulait diminuer une prime dite de panier, ont fait grève.

Devant la quasi-unanimité du mouvement et la solidarité financière des gars du bâtiment, Sainrapt et Brice signent un protocole d'accord augmentant cette prime et acceptant la reprise du travail sans aucune sanction.

Mais, pour Sainrapt et Brice, une signature ne représente qu'une simple formalité, pour eux les ouvriers ne constituent simplement qu'une catégorie de matériel moins précieux certes que le matériel récupéré à la Tood et, dès la

par LEFUR

reprise du travail, les provocations et les brimades se multiplient. Tout d'abord les délégués du personnel furent traduits en justice, puis la prime diminuée de 4 % et enfin, pas d'élection de délégué du personnel avant 1951.

Les ouvriers ont répondu par la grève et depuis le 13 janvier le chantier est arrêté.

Devant la volonté et l'unité du chantier, Sainrapt et Brice deviennent à nouveau conciliants. Mais il y a un mais, qui suppose un nouvel aspect de la tactique de combat patronal, tactique habile à condition de trouver des techniciens assez salauds pour approuver ces directives, des techniciens assez domestiqués pour les appliquer.

*

Cela consiste pour les patrons à reconnaître bon gré mal gré le bien-fondé des revendications, pour le technicien chef de chantier à refuser de reprendre sur le chantier tous les militants syndicalistes pour des motifs variés : manque de qualification, manque de productivité, etc., etc...

Chez Sainrapt et Brice, cette tactique est en application. Les patrons sont très polis, très sociaux, bien gentils, mais leur chef de chantier, ancien ouvrier et peut-être futur clochard, refuse de reprendre une vingtaine d'ouvriers. Sa position devant l'arbitrage de l'Inspection du Travail est la suivante : « Ou eux, ou moi. »

On a connu une époque pas si lointaine où, sur les chantiers du bâtiment, les positions étaient inversées, une époque où les ouvriers disaient au patron : « ou lui, ou nous », et immanquablement le chef de chantier ramassait sa blouse et son sifflet et allait dans une autre boîte méditer sur la reconnaissance patronale.

La grève de chez Sainrapt et Brice marque une étape dans la volonté des patrons de combat soutenus par les autres patrons dits sociaux, d'éliminer des chantiers les éléments ouvriers combatifs. La grève de chez Sainrapt et Brice marque également un autre aspect de la tactique patronale : celle de se retrancher derrière les techniciens pour donner un semblant de raison au licenciement des militants. Reste à savoir si le patronat trouvera toujours des mannequins assez complaisants.

En conclusion, devant la position unanime des patrons du bâtiment qui se refusent à considérer les ouvriers comme des êtres humains ayant le droit de bénéficier de leur travail, on croit rêver quand on entend des syndicalistes de base préconiser encore une collaboration avec ces gens-là.

Les Sainrapt et Brice, qui sont légion en France, sont une propagande vivante pour le syndicalisme de lutte de classe, ils représentent la société qu'il faut abattre, ils seront le lien qui reformera l'unité ouvrière de base avec comme mot d'ordre « ou eux, ou nous ».

Les conventions collectives

UNE ENTRAVE SUPPLÉMENTAIRE • UNE VICTOIRE PATRONALE

DROLE de victoire, diront certains qui pensent toujours que nous ne sommes que des démolisseurs, incapables de construire. Car enfin, avec ces « lois », les employeurs ne pourront faire selon leur bon plaisir. C'est toujours mieux que rien.

Eh bien non : Rien, c'était aussi bien que les conventions collectives.

Qu'elles soient faites d'une façon ou d'une autre, conclues par telle ou telle organisation ouvrière, par la base ou par le sommet, elles favoriseront toujours celui qui possède l'argent, qui détient les moyens de production. Car nous sommes encore, il semble, en régime capitaliste, où le droit de propriété est sacré, même si cette propriété a été acquise par des combines dites honnêtes. En vertu de l'adage qui veut que charbonnier soit maître chez lui -- ce qui, au fond, est parfaitement juste -- le patron prononcera un lock-out quand il le voudra, et rien, rigoureusement rien, ne l'en pourra empêcher. Oui ou non, est-il libre de ses actes ? Par ailleurs, il refusera ce qu'il croira bon de refuser, et rien... etc. Il ne cède et n'a jamais cédé qu'à la force. Il n'octroie des libertés ou des augmentations que quand il a peur de tout perdre : il lâche du lest. Il vaut mieux flotter entre deux eaux que sombrer. Quelquefois aussi, il cède à certaines revendications « sociales » (caisses maladies, etc.) par une sorte de sentimentalisme à retardement, façon Victor Hugo. Du moment qu'on ne touche pas à ses prérogatives principales, après tout, il s'en fout. Au fond, il est sûr, d'avance, de faire payer aux ouvriers eux-mêmes les « avantages » qu'il leur accorde. Son altruisme, même passager, ne lui coûte jamais un sou. Tout au plus lui crée-t-il quelque embarras de comptabilité, durant un court laps de temps : le temps nécessaire à faire passer dans les prix de revient ce qu'il s'est laissé arracher.

Les conventions collectives n'apporteront aucun changement à cette façon d'opérer. Elles ne feront que consolider le système d'exploitation industriel, commercial, agricole, basé sur la recherche du profit. Profit tiré du travail d'autrui, auquel on ajoute un peu du sien, de temps à autre.

Si nous en étions restés à la notion lutte de classes, c'est-à-dire à la négation de « l'intérêt général » en régime capitaliste, des accords avec le patronat, garantis par les pouvoirs publics, eussent pu, à la rigueur, consacrer une conquête du prolétariat. Malheureusement, depuis 1944, la C.G.T. a renversé la vapeur. Les travailleurs ont pris l'habitude de collaborer avec les employeurs. Ils ont fini par croire que, s'ils demandaient trop, c'est-à-dire simplement le nécessaire, la « boîte » qui les emploie croulerait. Tout doucement, on en est arrivé à la formule : collaboration capital-travail. Chacun se plaint de la dureté des temps, et l'ouvrier ouvre à peine la bouche pour dire sa misère, qu'il voit avec étonnement son patron lever les bras au ciel, expliquant avec force détails que sa vie, à lui, devient impossible !

par Fernand ROBERT

C'est pourquoi, après quelque hésitation, le capital réclame, lui aussi, les conventions collectives. Pardi. Quand les travailleurs soumettront aux employeurs des revendications, ces derniers affirmeront : « D'accord. Cependant, messieurs, voyez ma comptabilité. Elle n'est pas truquée. Vous savez que les affaires vont mal. Si vous voulez une augmentation de salaires, je vais être contraint de licencier une partie d'entre vous ». Même raisonnement pour les quarante heures. D'autre part, il y a mieux. Le patron peut, au nom des conventions, convoquer son personnel, pour lui tenir ce petit raisonnement : « Si vous voulez que la maison ne ferme pas ses portes, il faut que j'abaisse les prix de vente de mes produits (NOS produits, ajoutera-t-il). Un seul moyen : baisser les salaires. Ou augmenter le rendement, en diminuant le personnel ». Et que dira ce dernier, puisque, depuis des années, suivant les ordres de la « grande » C.G.T., il demande lui-même à travailler au rendement...

On commence à percevoir jusqu'à quel point les salariés ont été bernés.

Il n'y a pas de « bonnes conventions collectives ». F.O. nous explique qu'il en faut, à condition qu'elles ne lient pas le travail au capital. Les Autonomes nous disent qu'il convient d'être prudent. La C.G.T. et la C.F.T.C. essaient d'en tirer bénéfice. Les syndicats de cadres cherchent à y défendre leurs prérogatives.

En tant qu'anarchistes, nous disons, nous, que c'est de la foutaise. Que nous préférons nous en passer. Si quelque chose ne nous convient pas, nous n'avons pas besoin d'un règlement pour aller voir le patron. S'il ne veut pas céder, la grève est toujours là pour un coup. Et nous ne sommes pas sots au point d'ignorer que, le cas échéant, ces conventions seront violées par l'une ou l'autre des parties, comme toutes les lois, comme tous les statuts, comme tout le reste. C'est, en définitive, la force qui fera prime. C'est le vaincu qui paiera. Et le vaincu, nous le connaissons par avance. Il a tellement l'habitude...

Les anarchistes, les révolutionnaires, les salariés conscients dénonceront donc les conventions collectives comme une duperie, aménageant le capitalisme.

Nous ne voulons pas voir, comme à la S.N.C.F. par exemple, les agents de maîtrise et cadres comptés pour le double de leur nombre ! Comme dans la réclame : « Un agent des cadres en vaut deux » !.. Nous ne voulons pas que les punitions portant sur les salaires, les « primes », soient légalisées en fait par ces conventions.

Puisqu'on veut absolument nous mettre une chaîne, cassons-là en quelques endroits, qui nous permettront d'en sortir. Il faut y faire inclure : réduction du temps de travail (quarante heures pour commencer, en pensant aux trente heures), échelle mobile, suppression du travail au rendement, le mois de congé pour tous, compression de la hiérarchie des salaires et des droits de cette hiérarchie sur le personnel d'exécution.

Les révolutionnaires, qu'ils appartiennent ou non à la F.A., n'attendront rien de bon des conventions collectives. Mais si, à la faveur d'un mouvement, ils peuvent utiliser cette réglementation contre les privilégiés, quels qu'ils soient, ce sera toujours autant de pris.

En pensant qu'à ce train, les profiteurs de la bêtise populaire ont encore de beaux jours à vivre.

AU CAS OU ON L'OUBLIERAIT...

Nos bons dirigeants staliniens ont des ressources. De toutes natures. C'est pourquoi dimanche 5 février, ils distribuaient gratis, place Jussieu, quatre pages joliment illustrées, façon « Lisette », qu'ils intitulent modestement : « L'histoire d'un sauvetage ».

On vous y apprend — car bien des esprits l'ignorent encore — que le peuple de France a été sauvé de l'hitlérisme par le génial Staline. Que les ministres communistes, Marcel Paul en tête, ont relevé la « patrie ». Que rien ne va plus depuis qu'ils sont partis. Que la « résistance » a débuté le 10 juillet 1940, à l'appel de Thorez et Duclos, ce qui, évidemment, ne nous étonne pas. Et rétablit la vérité dans sa forme historique. En effet, ceux qui prétendent que Thorez était à Moscou et se cachait sous le nom du barbu Ivanov, sont de sacrés menteurs. Ce sont les mêmes, d'ailleurs, qui disent avoir lu cette fameuse affiche de la Fédération de la Seine du parti communiste, où on recommandait aux Parisiens d'être agréables avec le soldat allemand.

On vous le dit, il est temps que le parti communiste écrive la véridique histoire de cette guerre. Qu'il distribuera gratuitement afin de combattre plus efficacement ceux qui se contenteront d'écrire l'histoire tout court.

René GUY.

INDOCHINE

(Suite de la première page)

Chi Minh par Pékin, reconnaissance qui est implicitement un démenti à toutes les promesses et assurances qu'il donnat au capitalisme n'ait provoqué aucun discours ou mise au point de sa part. Il ne semble pas avoir attaché une grande importance à un acte diplomatique qui pourtant remet en question toute sa politique, maintes fois proclamée, à l'égard des nations occidentales... Notons ce fait en passant...

*

Staline développe son « offensive ». Le coup de boutoir qu'il vient de donner en Indochine, l'affaire Robineau en Pologne, celle de Sofia, les incidents de l'O.N.U., le maintien à Berlin du « petit blocus », ses accusations contre Hiro Hito (lire Mac Arthur), autant de faits de plus ou moins grande importance, mais qui certainement concourent tous à atteindre un même but. Quel est ce but ? Que veut Staline ? Deux réponses sont possibles : ou il cherche la guerre, ou il veut profiter d'un certain désarroi dans le camp adverse (l'O.E.C.E., friction anglo-américaine, Bao-Daï, etc...), pousser ses avantages et être en bonne posture pour d'éventuelles et ultimes négociations.

L'occasion de s'affirmer, de se réserver l'initiative en Extrême-Orient, de bouleverser les plans que des ambitieux échafaudaient autour de Mao Tsé Tung était vraiment trop belle pour qu'il la négligeât.

*

Certains informateurs font remarquer que Staline a choisi la France comme but de son attaque diplomatique. Se juxtaposant à l'affaire franco-polonaise, la reconnaissance de Ho Chi Minh par Mao et par l'U.R.S.S. semble confirmer ce point de vue. A notre avis, il n'y a là qu'apparence. L'embarras de M. Schneiter, qui tire avec désespoir les sonnettes de Washington et de Londres, et pousse devant lui un Bao Daï, que l'on vient, enfin, de reconnaître, illustre parfaitement une manœuvre qui, à travers un de ses satellites, vise les U.S.A. La France, en cette affaire, apparaît comme un petit garçon qui vient de recevoir une gifle et cherche secours dans les jupes de sa gouvernante.

L'Indochine, maintenant, se place au premier plan de la conjoncture internationale et la France ne peut plus qu'y tenir un rôle de basse police, car il est peu probable que les U.S.A. et l'Angleterre assistent sans réaction à un éventuel triomphe d'Ho Chi Minh dû à l'aide militaire plus ou moins camouflée de son puissant voisin.

Une Grèce asiatique, où par personnes interposées, s'affrontent les deux grands adversaires, va s'établir et former ainsi un nouveau et dangereux point de friction. On ne peut douter en effet un seul instant que les armes américaines vont affluer en ce pays d'un intérêt stratégique considérable. A moins que Ho Chi Minh ne connaisse un jour le sort de Markos...

En attendant on pourra toujours parler du côté franco-américain de « légalité », et de l'autre « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », ainsi que les milieux soviétiques de l'O.N.U. viennent de le déclarer. A ce sujet, notons les propos apaisants qui ont accompagné ces déclarations, notamment celle affirmant que « la situation internationale ne justifie pas d'inquiétude particulière » et qui se doublent comme toujours, de menaces plus ou moins voilées de provocations comme celle concernant le petit blocus de Berlin.

D'autre part, une question reste en suspens : que va faire Tito ? Qui va-t-il choisir ? Bao Daï ou Ho Chi Minh ?

*

La conjoncture internationale se transforme actuellement avec rapidité. On peut, sans trop s'aventurer, penser qu'un avenir proche va placer les « Deux Grands » devant l'alternative bien nette de choisir entre la négociation et la guerre. Déjà, aux U.S.A., des voix s'élèvent pour demander à Truman de faire des ouvertures au Kremlin sans pour autant ralentir un seul instant la course aux armements. On sent s'approcher de plus en plus rapidement le moment suprême où il faudra, comme dit l'homme de la rue, que « ça s'arrange ou que ça casse ».

Revue de la Presse syndicale

La campagne de « défense » de la paix entamée par les Staliniens, selon les directives de la dernière assemblée du Kominform, requiert l'attention de la presse syndicale. Il nous semble intéressant d'analyser les différentes réactions et contre-réactions des diverses centrales.

La paix de saint Benoist

D'après Benoist Frachon « la tâche n'est pas trop dure » pour la C.G.T. :

La colère monte. L'unité se renforce pour les 3.000 francs et l'augmentation générale des salaires.

Les travailleurs luttent et rassemblent leurs forces en vue de la discussion des conventions collectives.

Le gouvernement et le grand patronat seraient fort aises de les détourner de cette lutte et de les diviser.

Leurs agents scissionnistes multiplient leurs tentatives contre l'unité d'action.

Qu'ils perdent toute illusion.

Les travailleurs mènent de pair leur lutte pour la défense de la paix et l'action énergique pour l'augmentation des salaires.

Et que les diviseurs n'espèrent pas masquer l'appui qu'ils tentent d'apporter aux ennemis de la classe ouvrière derrière le paravent des grèves politiques.

Chacun devra prendre ses responsabilités, ouvertement sans camouflage. La C.G.T. prend les siennes, mais elle ne laissera personne se défiler.

L'ineffable Benoist est résolument optimiste. Nous nous garderons de ne considérer que la position Daniel Bongars dans le « Peuple » est moins catégorique que son maître ; et de rappeler à l'ordre les brebis égarées :

Etre un combattant de la paix, ce n'est pas seulement pour un militant être actif dans son syndicat et dans son entreprise : il ne suffit pas de créer un Comité d'action pour la paix dans son usine et dans son chantier, mais il faut aussi se considérer comme un activiste des combattants de la paix en étant le meilleur dans l'action de son conseil communal local, auquel il apporte son expérience de militant syndicaliste, toujours en contact avec la classe ouvrière.

Dans la région parisienne, bien peu nombreux sont nos cadres syndicaux qui participent activement aux assises locales des Combattants de la Paix et, par voie de conséquence, bien souvent le pourcentage des entreprises représenté y est faible.

D'autres faiblesses sont apparues au cours de ces assises locales que nous devons corriger bien vite : il est un fait, le résultat du vote pour la Paix l'a démontré, que la masse des partisans de la Paix est très vaste et que nous devons y intéresser le plus grand nombre de Français possible et de toutes les couches sociales ; mais, trop souvent, les rapports, les interventions des délégués abordent seulement les grands problèmes de la paix, noyant ce qui pourrait toucher la population locale et, de ce fait, les moyens d'action de la lutte contre la guerre ne sont pas abordés ; bien peu de délégués d'usine expliquent leur lutte active à l'intérieur des entreprises contre les fabrications de guerre, bien peu démontrent combien coûte la prépation à la guerre à la population et exposent les améliorations locales que l'on pourrait apporter si nos gouvernants n'étaient pas d'accord avec cette politique de guerre.

Nous sommes loin du « triomphal succès, de la confiance-sans-cesse-grandissante des travailleurs envers la C.G.T. » dont Frachon émaille ses écrits. Bien au contraire, de l'aveu même de Bongars, les travailleurs se méfient de toute propagande ayant ses origines rue Lafayette malgré certaines précautions élémentaires qui consistent à associer les revendications de salaire avec l'agitation politique partisane

Pour l'association

Le « Rassemblement ouvrier » (R.P.F.) enfourche son cheval de bataille : la lutte contre les « séparatistes ». Sous le couvert d'un anticommunisme désuet il néglige, et pour cause, de condamner les atrocités entendrées en Indochine par l'impérialisme français.

Après avoir souligné que jamais en U.R.S.S. les syndicats ne se sont opposés à la fabrication du matériel de guerre l'éditorialiste continue :

Aussi les syndicalistes, dignes de ce nom, doivent-ils se refuser à être dupes de la démagogie stalinienne. En poussant les dockers et d'autres travailleurs à saboter la Défense nationale française, les communistes mettent la violence prolétarienne au service des desseins de domination mondiale de la secte conquérante qui a déjà asservi tant de peuples. Il la détourne du but que Georges Sorel et ses disciples lui avaient assigné : la lutte exclusive contre l'oppression capitaliste pour la révolution sociale.

Nous croyons tout romantisme révolutionnaire dépassé, mais nous pensons que la tâche des travailleurs, la plus urgente, est la suppression du salariat et nous proposons un moyen, l'Association.

La tyrannie peut être un effet de la violence des luttes de classes, car la nation devient alors ingouvernable par les moyens ordinaires de la démocratie légale. Ainsi risque de croître l'élément de contrainte inhérent à toute organisation sociale.

Aux travailleurs de choisir entre la violence et la tyrannie d'une part, et l'association et la liberté d'autre part.

Pour appuyer son argumentation, le R.O. cite ces paroles de De Gaulle :

« Nous avons à refaire à l'intérieur la prospérité, non en faveur de quelques-uns, mais de tous les Français, notamment par l'association du capital et du travail. Chacun doit avoir sa part dans notre pays. Personne n'aura alors l'excuse de ne pas se sentir chez soi, et le « séparatisme » ne pourra pas continuer à faire le jeu de l'étranger dominateur. »

Ainsi la vérité est rétablie. Le R.P.F. n'est pas révolutionnaire, contrairement aux affirmations de certains de ses orateurs — se recommandant même de Proudhon. La révolution sociale, pour eux, est dépassée. Une bonne association, voilà l'objectif. Nous chercherons vainement la définition de cette association. Par contre, le R.P.F. n'abandonne pas ses prétentions au pouvoir, avec moins de brio cependant, qu'en 1948.

PICARD.

MOUVEMENTS ANTIRACISTES

A toutes les organisations se réclamant de la lutte contre le Racisme sous toutes ses formes, nous lançons un appel à l'unité d'action.

Il serait puéril de développer par trop les raisons qui rendent nécessaire une telle entente.

Le Racisme qu'il s'appelle antisémitisme, colonialisme, qu'il revête les formes d'une oppression militaire, politique ou économique, ou d'un chauvinisme virulent, reste l'ennemi de la dignité humaine.

. . . . . .

Faut-il accepter que ceux qui furent les instigateurs de l'assassinat de tant d'innocents redeviennent les maîtres pour commettre de nouveaux crimes ?

Nous ne le croyons pas.

Il faut, dès à présent, avant qu'il ne soit trop tard, opposer aux doctrinaires de la haine raciale, le barrage de toutes les bonnes volontés, qui aspirent à la Paix, à la Liberté et à la Justice.

Il faut unir toutes les forces antiracistes de notre pays, si nous ne voulons plus connaître l'horreur d'un passé récent.

L'Union Internationale Antiraciste est prête à participer à un Comité d'Entente des Organisations Antiracites de France.

Elle est prête d'ores et déjà à étendre cette unité d'action sur le plan international.

Cet appel, nous le lançons en toute loyauté, n'ayant qu'une seule pensée, celle de débarrasser du Racisme notre pays et le monde.

Le Comité Exécutif de l'Union Internationale antiraciste.

EN BELGIQUE

DANS LE PANIER DE CRABES

Enfin, ça y est. La démocratie est en route. Nos révolutionnaires en pantoufles, par la voix du farceur Victor Laroch, ont fait un réquisitoire qui vaut son plumage de perroquet. Ah ! quelle polémique contre la politique du Roi et son attitude en 39-40. Bien sûr, nous, anarchistes, du Roi on s'en fout. Mais où l'affaire se corse, c'est que si le roi était partisan de Hitler, les Spaak et autres socialistes étaient les valets de Londres. C'est une querelle de boutiques.

Ce farceur de Laroch a oublié de dire que c'est grâce au renégat Spaak, premier ministre à l'époque, que la pension alimentaire du roi Popol a été augmentée de six millions par an.

Ce que Laroch, directeur du torchon Le Peuple *de Bruxelles, ne dit pas, c'est la misère des frontaliers qui, par quatre fois, furent trahis, c'est la pension à 60 ans, alors que la plupart des travailleurs n'atteignent pas cet âge. Et que dire ici, à Liège, où les salaires sont de plus en plus dérisoires.*

Mais les ouvriers commencent à voir clair, et le jour viendra où les renégats auront à rendre des comptes.

Le Groupe anarchiste de OUGREE (Belgique).

C. N.T.

Centre Confédéral de formation syndicaliste

Séance d'ouverture jeudi 9 février, à 20 h. 30. Salle G, 10, rue Lancry, Paris-10e, métro République : « Le Syndicalisme dans la vie sociale ». Jeudi 28 février, même adresse : « Les conventions collectives ».

A la S.N.C.F.

A la S.N.C.F. on se soucie beaucoup de l'hygiène. Sur l'arrondissement de de Paris-Saint-Lazare par exemple, pas une gare de banlieue ne possède ce qu'on peut appeler un vestiaire. De Saint-Germain à La Garenne, de Saint-Cloud à Argenteuil lorsque nous trouvons un lieu baptisé vestiaire, nous voyons quelques planches malpropres, bien souvent remplies de vermine.

Des lavabos : à La Garenne par exemple, un robinet dehors pour toute la gare. Lorsqu'il est gelé il ne vous reste plus qu'à vous cracher dans les mains pour les laver.

Des douches : il y en a à Saint-Lazare, pour y aller il faut prendre ses dispositions à l'avance, où bien vous risquez d'être transformé en glaçon ou bien réduit à griller et à sortir rouge comme une écrevisse.

Il paraît que des Comités Mixtes se chargent de régler les questions sociales ?

Il paraît également que les cheminots sont un peu..., vous comprenez. S'ils se serraient un peu plus les coudes ça n'arriverait pas.

Raymond BEAUCATON.

LES ÉDITIONS DU "LIBERTAIRE"

G. LEVAL
Anarchisme et Abondancisme
20 fr. Fco 30 fr. (par 12 ex. fco 205)
Le Communisme
40 fr. Fco 55 fr. (par 12 ex. fco 390)
L'Indispensable Révolution
100 fr. Fco 130 fr. (par 6 ex. fco 550)
ERNESTAN
Tu es Anarchiste
20 fr. Fco 30 fr. (par 18 ex. fco 285)
P. KROPOTKINE
Sébastien Faure
180 fr. Fco 210 fr. (par 6 ex. fco 820)
Va paraître fin de mois de LYG
Vers un Monde Libertaire
Vues pratiques sur la révolution
Si vous êtes abonné à la guilde vous recevrez toutes nos éditions avec 33 % de réduction majorées des frais de port. Abonnement à partir de 500 fr. Souscrivez à la même adresse que ci-dessous.
Adressez toutes commandes à : André MOINE, 10, rue Bichat
C. C. P. Paris 4730-94

Après avoir lu

ce journal

FAITES-LE CIRCULER !

Merci